

# La voix de l'opposition de gauche

Le 22 février 2019

## CAUSERIE ET INFOS

J'ai de nouveau des problèmes de connexion avec Vodafone (Après Tata et Reliance). Je pensais passer par un service (privé) en mode Wifi, mais ma facture passerait de 354 à 2200 roupies par mois, j'ai donc renoncé. Parfois on n'a même plus de ligne téléphonique, j'ai envoyé une dizaine de plaintes par Internet, pas de réponses ni d'effets, je me suis déplacé à deux reprises à leur agence (30 Kms aller/retour) pour rien, ils s'en foutent et ils sont incompétents. Il faut que je trouve le temps de voir si je ne peux pas installer Wifi moi-même, en achetant une carte PCI, un câble et une antenne, un gars située à 3 Kms de chez moi a une antenne Wifi, elle pourrait servir de relais ?

Cela me tape sur les nerfs parce que je passe déjà trop de temps devant l'écran, et je n'en ai plus pour m'occuper de mes affaires. Leur progrès, quelle horreur !

Cette causerie a été réalisée sans les infos de la veille.

### **Précision.**

Pourquoi ai-je indiqué que le génocide du peuple palestinien était un acte antisémite ? Non, ce n'était ni une provocation ni une erreur, une vérité historique.

Parce que les Palestiniens sont des sémites, contrairement à la plupart des personnes se présentant comme juives qui ne sont sémites que par la langue qu'ils ont adoptée ou par conversion au judaïsme de leurs ancêtres Khazars ou Slaves, mais pas sur le plan ethnologique ou génétique, ils n'ont aucun lien avec la Palestine. (Source : [Shlomo Sand : l'exil du peuple juif est un mythe.](#))

Shlomo Sand est né en 1946 à Linz (Autriche) et a vécu les deux premières années de sa vie dans les camps de réfugiés juifs en Allemagne. En 1948, ses parents émigrent en Israël, où il a grandi. Il finit ses études supérieures en histoire, entamées à l'université de Tel-Aviv, à l'École des hautes études en sciences sociales, à Paris. Depuis 1985, il enseigne l'histoire de l'Europe contemporaine à l'université de Tel-Aviv.

LVOG - On aura du mal à le taxer d'antisémite ! Antisioniste, c'est possible en revanche, bien qu'il se dise sioniste à la manière palestinienne, le seul sionisme que l'on puisse admettre.

Sémites - Wikipédia (<http://fr.wikipedia.org/wiki/Sémites>)

En linguistique les Sémites sont l'ensemble des peuples utilisant ou ayant utilisé les langues sémitiques. Cette notion est reprise par la linguistique contemporaine pour poursuivre l'étude de ces langues. Mais **en ethnologie ce sont les peuples portant les traces génétiques des peuples anciens originels de l'Arabie, du croissant fertile et d'une partie de l'Afrique du Nord et de l'Est.**

Le mot a été forgé à partir du nom propre Sem (en hébreu שֵׁם, šem, en arabe سَمٌ « nom, renommée, prospérité ») désignant un des fils de Noé. August Ludwig von Schlözer, philologue allemand du XVIIIe siècle, est le premier à utiliser cet adjectif pour désigner un groupe de langues orientales nommées langues sémitiques, terme utilisé pour la première fois vers la fin du XVIIIe siècle pour désigner les peuples cités dans la Bible (Genèse, X, 21-32) comme les descendants de Sem, fils aîné de Noé.

La région d'origine des Sémites est inconnue. Certains la situent en Asie du Sud-Ouest, d'autres en Arabie. Les témoignages archéologiques montrent que les peuples parlant une langue sémitique étaient dispersés en Mésopotamie avant l'établissement d'une culture urbaine dans la région ; on pense que plusieurs vagues de nomades sémites, dès les temps préhistoriques, ont traversé successivement les déserts arides de l'Est

pour rejoindre le Croissant fertile. **Aujourd'hui, les Sémites (essentiellement des Arabes) sont concentrés au Proche-Orient et en Afrique du Nord.** Leur influence s'est toutefois propagée en Europe et en Amérique par le biais de la diaspora juive, jusqu'au sud du Sahara et dans le sous-continent indien par le biais des Arabes. Wikipédia.org

Vous pouvez ajouter parmi les sémites juifs et arabes, les tribus cananéennes, araméennes et akkadiennes originaires de la péninsule arabique. (<http://fr.wikipedia.org/wiki/Proto-sémitique>)

- Beaucoup de langues sémitiques sont devenues des langues liturgiques, utilisées lors des cérémonies religieuses. **Ainsi, l'hébreu en tant que langue vivante a été supplanté par l'araméen et s'est éteint vers 200 av. J.-C.** Elle ne survécut que comme langue liturgique, et ce n'est qu'au XIXe siècle que l'hébreu parlé en Israël a été reconstruit par Eliézer Ben Yehoudah sur base de l'hébreu liturgique et en s'inspirant également de l'arabe. ([http://fr.wikipedia.org/wiki/Langues\\_sémitiques](http://fr.wikipedia.org/wiki/Langues_sémitiques))

Un peuple ? Qui n'a plus de langue vivante depuis 2.000 ans ? Ils le disent eux-mêmes, ils l'ont reconstruite il y a à peine plus d'un siècle et qui plus est en "*s'inspirant également de l'arabe*". Décidément, cela fait beaucoup de ressemblances ou de points communs avec les Arabes ! Un peuple que les oligarques anglo-saxons sionistes ont fabriqué ou « élu » pour défendre leurs intérêts financiers.

A lire également :

- [Le sionisme, comme pathologie. Les racines profondes de la terreur exercée par l'État juif \(2009\)](#)

- Ilan Pappé (né en 1954), citoyen israélien, est l'un des « nouveaux historiens » qui ont réexaminé de façon critique l'histoire d'Israël et du sionisme. À la suite, l'an dernier, de son soutien au boycott des universités israéliennes par les pays étrangers, Ilan Pappé, ayant fait l'objet de menaces de mort, a été contraint de démissionner de son poste de professeur de sciences politiques à l'Université d'Haïfa et d'émigrer en Grande-Bretagne.

- Le Dr Oren Ben-Dor est né à Haïfa et a grandi en Israël ; il enseigne la philosophie juridique et politique à la faculté de droit de l'Université de Southampton, Royaume-Uni.

*"Les fous, les visionnaires, les hallucinés, les névrosés et les aliénés ont, de tout temps, joué un grand rôle dans l'histoire de l'humanité (...), ce sont précisément les traits pathologiques de leur caractère, l'asymétrie de leur développement, le renforcement anormal de certains désirs, l'abandon sans réserves ni discernement à un but unique qui leur donnent la force d'entraîner les autres à leur suite et de vaincre la résistance du monde. (...) les grandes oeuvres coïncident si souvent avec des anomalies psychiques que l'on est tenté de croire qu'elles en sont inséparables".* (Sigmund Freud à propos Président Woodrow Wilson)

- [Au format pdf \(pages\)](#)

---

## PREMIERE PARTIE

**Le mot du jour.**

A bas le blocus de Gaza !

Vous ne lirez nulle part ce mot d'ordre dans la causerie d'aujourd'hui, j'espère que cela ne vous étonnera pas.

Sionisme : Mouvement politique et religieux visant à l'établissement puis à la consolidation d'un État juif (la Nouvelle Sion) en Palestine. (Le Grand Robert de la langue française)

Cette prétention affichée de s'emparer de la Palestine remonte au XVIIe siècle et a été réaffirmée sans cesse jusqu'à nos jours, alors que la population dite juive représentait moins de 10% des habitants de la Palestine.

### **C'est quoi la démocratie dans la version de l'extrême droite sioniste ?**

#### **- «Nouvelle Droite défend la majorité face aux droits de l'homme» - Libération 20 février 2019**

Le parti de Shaked, Nouvelle Droite, se différencie des autres formations extrémistes en affichant une façade modérée et en défendant un capitalisme «absolu». Libération 20 février 2019

L'article figure en entier plus loin, dedans vous pourrez lire que ce parti d'extrême droite assumée propose d'"appliquer un agenda idéologique très ambitieux", à la fois économique et politique.

Ceux qui hurlent à l'antisémitisme affichent à la fois "une façade modérée", quoique de moins en moins à coup de Flash ball, et comme Macron défendent un capitalisme «absolu», l'ultra libéralisme, le néolibéralisme ou le néoconservatisme qui sont synonymes en fait.

Tous ceux qui s'affichent à leur côté, qui participent à leur campagne contre l'antisémitisme ont-ils conscience qu'ils défendent aussi "un capitalisme «absolu»" ? Ils peuvent s'en défendre pour certains, inutiles, les faits sont les faits. On ne peut pas reprendre la propagande de nos ennemis et prétendent les combattre. En vous situant à ses côtés, vous le soutenez politiquement, quoique vous disiez ou écriviez par ailleurs, c'est ainsi et c'est ainsi que les travailleurs vous jugeront. C'est si vrai, que face à cette offensive hystérique des sionistes ultra réactionnaires, aucune manifestation n'a été organisée ces derniers jours en soutien aux Palestiniens ou devant l'ambassade d'Israël.

### **Quelques réflexions politiques et autres.**

1- L'art des démagogues de brasser du vent pour se donner bonne conscience.

Les lobbies sévissent, non, sans blague, les mafias aussi, ah bon ! Les médias sont corrompus et les magistrats aussi, ah ben elle est bien bonne celle-là ! Les multinationales réservent leurs profits à leurs actionnaires, oh que c'est vilain ça ! Les riches sont toujours plus riches, ça c'est à peine croyable ! Le soleil se couche tous les soirs, là c'est extraordinaire, mieux, il se lève tous les matins, bravo, je sens qu'on avance ! Sinon il y a la Troisième Guerre mondiale, la chute du dollar, la fin de l'hégémonie américaine, etc. annoncées régulièrement. Vous préférez peut-être celle-ci : le régime est à l'agonie, la Ve République c'est finie, etc.

C'est vrai qu'avec de telles analyses on va loin ! Quel délire ! Mais bon, apparemment les uns et les autres en redemandent. Quelle époque !

En fait, il s'agit plus de constats ou de lieux communs que d'analyses, c'est peut-être pour cela qu'il n'en sort jamais rien ! Et que lorsque sur la base d'une véritable analyse, vous proposez quelque chose cela n'intéresse personne, c'est logique !

Où peut-on lire cette énormité "Les deux grands conflits mondiaux du XXe siècle, chacun lié à des revendications politiques (et non pas économiques)" ?

Réponse : Wikipédia à la page sur Leo Strauss, le philosophe des "Chicago boys" ou des néoconservateurs !

Avez-vous remarqué que les idéologues néoconservateurs et sionistes étaient les mêmes personnes ? Avez-vous observé comment les oligarques anglo-saxons sont tous liés à Israël ? Cela doit être de pures coïncidences, d'ailleurs rien que ces questions me classent dorénavant parmi les antisémites.

2- La foule, les masses, le peuple, la plèbe : Insignifiant, donc son pouvoir doit l'être également !

Tiré d'Aristote.

La foule (oi polloi, « le grand nombre », « la plupart », « la foule », « le vulgaire ») recherche les plaisirs du corps plus que le bien : elle recherche le bonheur matériel plus qu'elle n'est à la recherche zététique de la vérité. Cette distinction entre « l'élite » et « la foule » — courante dans l'Antiquité... Wikipédia

LVOG - Cette distinction tient à leur condition matérielle d'existence, quelle révélation !

La question d'une distinction entre le grand nombre et le petit nombre ne concerne pas seulement la recherche de la vérité philosophique mais constitue aussi et surtout une articulation majeure dans la discussion antique sur le meilleur régime politique. C'est le petit nombre qui possède les moyens de s'adonner à la charge des affaires politiques. Or, toute la difficulté des régimes politiques, comme le fait remarquer Aristote dans son livre sur la Constitution d'Athènes, consiste à faire vivre ensemble le « petit nombre » (les riches, les possédants, les puissants, les savants, les experts, etc.) et le « grand nombre », sans mépriser celui-ci. Wikipédia

LVOG - Le maltraiter seulement !

La question du rapport entre la « raison » et la « révélation » est centrale dans toute l'œuvre de Strauss et évidemment problématique.

L'historicisme et le positivisme des sciences sociales sont les fruits problématiques de la science conçue à nouveau frais par les modernes, dont l'enjeu est la séparation entre les faits et les valeurs, voire la disparition de toute notion d'un droit naturel propre à l'être humain. La querelle des Anciens et des Modernes, si elle devait trouver son aboutissement dans la victoire des Modernes, verrait triompher le relativisme et le nihilisme moral, accompagnés d'une juridisation indéfinie des rapports humains.

Le lecteur attentif verra que les ouvrages que Strauss publie dans les années 1950, ainsi que certains de ses articles, comportent tous une attaque directe ou indirecte contre les sciences sociales. Wikipédia

LVOG - Normal.

L'enjeu de "*la séparation entre les faits et les valeurs*", c'est de pouvoir nier la valeur de certains faits, et de pouvoir en attribuer à des faits qui ne le méritent pas.

Voir "*triompher le relativisme et le nihilisme moral, accompagnés d'une juridisation indéfinie des rapports humains*", cela ne vous dit-il rien ? Cela va de paire avec "*la disparition de toute notion d'un droit naturel propre à l'être humain*", n'a pas de sens puisque le droit naturel n'existe pas, en revanche chez les néoconservateurs il rime avec "*la disparition de toute notion*" de droit social.

### **Trois commentaires que j'ai rédigés et qui ont été publiés par le blog Les Crises.fr.**

1- Ce que vous ne voulez pas comprendre, c'est qu'il n'existe que deux classes sociales indépendantes, la classe des capitalistes et la classe ouvrière, et qu'à l'une et l'autre correspondent deux idéologies irrémédiablement opposées, inconciliables, l'une à la gloire du régime (capitaliste), l'autre luttant pour un changement de régime, donc pour abolir le capitalisme, et que tous ceux qui se font passer pour des gens de gauche et qui dans leurs discours témoignent leur attachement au capitalisme, sont soit hypocrites et de droite, soit baignent en pleine confusion, et quand on leur reproche, ils ne comprennent pas ce qui leur arrive et sont incapables de s'assumer, et généralement se démasquent en vouant les vertus usurpées du capitalisme.

2- Ceux qui en appellent sans cesse au "droit international", à l'ONU – qui se confondent en réalité avec la "communauté internationale" – oublient que c'est cette institution au service de l'impérialisme américain (ou du capitalisme tout simplement) en acceptant la création d'Israël a mis fin à la Palestine et est à l'origine du malheur du peuple palestinien, mais aussi des juifs, car vivre dans un pays dont l'Etat est en guerre permanente contre tous les peuples n'est pas vraiment un cadeau.

Ce qui manque aux intellectuels ou à ceux qui croient être plus évolués que la moyenne, et qui ne cessent de se plaindre, c'est un peu de logique, l'absence de rigueur, leurs positions ou analyses sont davantage fonction de leurs intérêts individuels plutôt que d'œuvrer au progrès de la société ou de l'humanité, qu'ils y réfléchissent un peu.

Une question pour eux : Pourquoi Staline a-t-il voté la résolution créant Israël sur les cendres de la Palestine ? Parce que ses intérêts lui dictaient en tant qu'allié des Américains plutôt que du peuple palestinien ou des peuples opprimés en général.

3- Quand on n'a pas de conscience de classe ou qu'on a adopté l'idéologie du capitalisme mais qu'on ne peut pas l'assumer jusqu'au bout, on fait forcément dans la démagogie en se faisant passer pour démocrate, progressiste, humaniste, de gauche, alors qu'en réalité votre idéologie vous trahit !

### **Quelques infos en bref**

#### **- Vincent Bolloré met la main sur le deuxième éditeur français**

"Retour sur le rachat d'Éditis, deuxième éditeur français, par Vincent Bolloré. Une opération qui témoigne des manœuvres en cours dans le secteur de l'édition. Le monde de l'édition des livres a connu quelques bouleversements ces dernières années. Après que Madrigall [1] eut acheté Flammarion à l'Italien Rizzoli en 2012, c'est le groupe Médias participation qui a acquis en 2016 le groupe La Martinière-Le Seuil. Et c'est maintenant Vincent Bolloré, l'homme des poursuites-bâillons, qui vient d'ajouter à la mosaïque de sociétés qu'il possède, une nouvelle pièce : le deuxième éditeur français, Éditis, qui regroupe 45 maisons d'édition [2] repris pour 900 millions d'euros au groupe espagnol Planeta, le 15 novembre 2018. Par une sorte de bégaiement de l'Histoire, cette transaction a été réalisée par Vivendi, possession de Bolloré, vingt ans après le rachat d'Éditis par le même Vivendi, alors aux mains de Jean-Marie Messier." Source : ACRIMED

#### **- En Europe, plus une entreprise est grande, plus son taux d'imposition est faible**

"Dans la plupart des pays européens, les multinationales paient nettement moins d'impôts que ne le suggère le taux d'imposition officiel. C'est ce que démontre, chiffres à l'appui, un rapport commissionné par le groupe des Verts au Parlement européen. La palme en la matière revient au Luxembourg où le taux d'imposition théorique est de 29 %, mais où les multinationales ne reversent au fisc en moyenne que 2 % de leurs bénéfices, grâce à des arrangements du type de ceux dénoncés dans le scandale des LuxLeaks. Mais la France est aussi concernée." Source : BASTAMAG

#### **- La déconsommation affecte tous les secteurs. Les Gilets jaunes n'y sont pour rien**

"La majorité des organisations professionnelles du commerce craint une baisse profonde et longue de la consommation des ménages. Dans un premier temps, le mouvement a d'abord touché l'activité dans les magasins physiques, mais dans un deuxième temps, on s'est aperçu que, contrairement à ce qu'on se racontait, cette baisse relative de la fréquentation des commerces n'a pas été compensée par le développement du e-commerce." Source : Atlantico.fr

### **Parole d'internaute.**

- *"Dans quelques siècles, les historiens évoqueront notre époque comme un âge profondément obscurantiste. Je ne doute pas que l'on en sorte un jour, il me semble que l'évolution de la conscience humaine est inscrite dans les lois de la nature ; la question que je me pose est : va-t-on en sortir à une échelle de quelques années, quelques décennies ou quelques siècles ?"*

LVOG - Pour un peu vous seriez marxiste ! Sauf que des millions en France, des milliards dans le monde n'ont pas "*quelques années, quelques décennies ou quelques siècles*" à attendre parce qu'ils souffrent quotidiennement du sort que leur a réservé le capitalisme, c'est donc maintenant qu'il faut prendre conscience qu'il faut passer à l'action pour l'abattre...

### **Propagande xénophobe. La fake news était dans le titre.**

LVOG - Quand l'Otan déploie des batteries de missiles en Europe, stock des bombes nucléaires en Italie, il ne faut y voir une menace pour aucun pays de la planète, mais quand la Russie ou un autre pays réplique en faisant de même, là cela devient une terrible menace !

- Poutine menace d'envoyer ses nouveaux missiles sur les pays occidentaux - Le Parisien 20 février 2019

Un discours de politique intérieure, mais pas que. Si Vladimir Poutine a assuré ce mercredi vouloir améliorer la qualité de vie de ses compatriotes, il a aussi menacé de déployer les nouvelles armes de la Russie contre les pays occidentaux.

Après avoir assuré au début de son discours annuel au Parlement vouloir se concentrer sur la situation sociale, il s'est lancé, comme l'an dernier, dans une tirade très menaçante envers les Etats-Unis, leur reprochant le déploiement de nouveaux systèmes d'armement en Europe.

« S'ils sont déployés et livrés sur le continent européen, cela envenimera gravement la situation et créera de graves menaces pour la Russie », a déclaré le président russe, relevant que certains de ces engins pouvaient atteindre « Moscou en 10-12 minutes ».

« Je vais le dire clairement et ouvertement : la Russie sera contrainte de déployer des armements qui pourront être utilisés non seulement contre les territoires d'où peut provenir une menace directe, mais aussi contre les territoires où se trouvent les centres de décision d'usage de missiles nous menaçant », a-t-il poursuivi. La Russie ne compte pas « frapper à une porte close »

L'Otan a qualifié d'« inacceptables » ces menaces de déployer de nouveaux missiles en mesure de frapper les territoires des Alliés, accusant le président russe de « tentative flagrante de détourner l'attention de sa violation du traité INF ». Le Parisien 20 février 2019

Réaction d'un internaute.

- *"Une fois de plus, on fait un beau chapeau d'articles pour effrayer la population. Poutine n'a jamais dit qu'il allait envoyer des missiles sur l'Europe. Il a dit qu'il allait positionner les missiles. Par ailleurs, les USA font la même chose. Pourquoi le Parisien n'en parle t-il pas ?"*

### **Fabrication du consentement. Les Français sont "heureux", si, si, si on vous le dit.**

LVOG - Vous vous souvenez dans la dernière causerie du sondage Ifop qui avait été conçu pour faire croire qu' un quart des Français croyaient que les Russes étaient intervenus pour "amplifier le mouvement des gilets jaunes, la question avait été formulée ainsi : "*Êtes-vous tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas d'accord du tout avec la phrase suivante ?*"

Ifop a récidivé dans ce sondage sur le bonheur des Français, au lieu de "d'accord", il ont répété à 4 reprises "heureux" : "*Êtes-vous tout à fait heureux, plutôt heureux, plutôt pas heureux ou pas heureux du tout*", du coup, tout d'un coup vous vous sentez déjà plus heureux que l'instant précédent, c'est magique, et le pire, c'est que cela marche, lisez, c'est délirant.

En même temps, c'est révélateur de l'état d'esprit de la majorité de la population, c'est ce que je n'arrête pas d'expliquer, mais personne ne me prend au sérieux, je fabulerais. Sauf que voilà, la réalité est incontournable, malheur à ceux qui s'en détournent ! Malheur à nous, puisque c'est le cas de nos dirigeants faillis ou corrompus.

France Info - Une "France en morceaux", avec quatre groupes de Français qui "se côtoient, voire se croisent au sein des mêmes territoires" : c'est le diagnostic dressé par le Baromètre des territoires, une enquête menée par Elabe avec l'Institut Montaigne. (Un puissant think tank néoconservateur qui a participé à la mise sur orbite de Macron. - LVOG)

73% des Français se déclarent "heureux", dont 33% "très heureux" et 40% "plutôt heureux". 67% assurent qu'ils ont trouvé un équilibre entre "temps de vie personnelle, familiale, sociale et professionnelle". Et 75%

estiment qu'en cas de "problèmes graves", ils auront "dans leur entourage des personnes sur qui vraiment compter".

Ce bonheur dans la sphère privée est décrit par les auteurs de l'étude comme un "cocon personnel". Et 66% des Français estiment qu'il fait "bon vivre" dans leur quartier ou leur commune.

Ce "bonheur privé" contraste avec les questions de pouvoir d'achat et la souffrance sociale. 48% des Français vivent des fins de mois difficiles et seuls 19% déclarent avoir une capacité d'épargne ("Je boucle facilement mes fins de mois et j'arrive à mettre de l'argent de côté"). 37% ont été à découvert au moins à plusieurs reprises ces douze derniers mois. Et un Français sur deux reconnaît avoir retardé ou renoncé à des soins de santé en 2018.

Cette précarité au quotidien se double du sentiment que la situation se dégrade. 43% des Français affirment que la situation de leur foyer a empiré en 2018, et ce sentiment grimpe à 60% chez les retraités. À ce ressenti s'ajoute le sentiment que les fractures de la société française produisent "relégation et exclusion". 78% des Français jugent la société actuelle injuste, et 70% sont pessimistes sur l'avenir de la société française.

Les "Français affranchis". 21% des Français sont "affranchis des contraintes territoriales et sociales". Ils réalisent leurs projets de vie "sans entrave", ont "les moyens socioculturels de surmonter les obstacles (...)" et de tirer parti des évolutions de notre société". Ils sont les plus heureux (92%) et ceux qui manifestent le sentiment d'avoir choisi la vie qu'ils mènent (61%).

Les "Français enracinés". Ils sont 22% à faire "le choix résolu d'un enracinement" dans leur territoire. Pour eux, la "bulle personnelle" est "un bouclier qui les protège de la violence sociale". Ces Français goûtent au bonheur de "vivre au pays" et n'aspirent pas à la mobilité, ni géographique, ni sociale. 90% considèrent qu'il fait "bon vivre" dans leur quartier ou leur commune. Et 77% ont le sentiment d'avoir choisi leur vie.

Les "Français assignés". 25% sont "bloqués géographiquement et socialement" par un faible capital économique, social et culturel. Assignés à leur territoire, ils subissent de plein fouet les inégalités sociales et territoriales. Leur quotidien est sous contrainte constante, ils vivent à l'euro près. 72% bouclent leurs fins de mois avec difficulté, 73% ont renoncé à des soins médicaux en 2018. Un sur deux est malheureux et 64% ont le sentiment de ne pas avoir choisi leur vie. Enfin, 97% d'entre eux estiment que la société est injuste, 78% que la réussite sociale est jouée d'avance et 92% sont pessimistes sur l'avenir de la société française. (Rien à foutre, ils ne sont que 25% et parmi eux la plupart ne bougeront qu'au dernier moment. - LVOG)

Les "Français sur le fil". Ils représentent 32% de la population. Ils expriment une envie de mobilité sociale et territoriale mais sont confrontés à la difficulté d'y arriver. Et à s'affranchir de leur situation socio-économique et des inégalités territoriales. C'est le groupe le plus partagé, entre les hauts niveaux de bonheur des "affranchis" et des "enracinés" et le mal-être des "assignés". Un peu plus de la moitié se dit pessimiste. L'enquête conclut que, "plus jeunes et plus mobiles", les "sur le fil" peuvent "basculer dans une des trois autres catégories en fonction des obstacles ou des opportunités". (Ce sont ceux qui forment le gros des troupes des Gilets Jaunes. - LVOG)

Des tendances par région mais pas "d'effet territoire"

L'enquête Baromètre des territoires permet d'identifier des tendances propres à certaines régions, même si les quatre profils de Français coexistent au sein d'une même région. Par exemple, l'Île-de-France compte 28% de "Français affranchis" alors qu'ils ne sont que 17% en Nouvelle-Aquitaine ou en Centre-Val de Loire. Les "enracinés", eux, sont 32% en Bretagne alors qu'ils sont 13% en Île-de-France.

Les "Français sur le fil" sont 37% en Centre-Val de Loire, région où ils sont en plus grande proportion. Enfin, les régions Bourgogne-Franche-Comté, Centre-Val de Loire, Grand-Est et Occitanie comptent 27% de "Français assignés".

La distribution des quatre catégories de Français fait ressortir qu'il n'y a pas "d'effet territoire". D'abord, aucun d'entre eux ne concentre de manière écrasante une des quatre catégories. Ensuite, "le ressenti de sa propre qualité de vie n'est pas lié à une meilleure situation objective du territoire (...). Le territoire n'assigne

pas lui-même à résidence". "C'est davantage le sentiment d'avoir choisi la vie que l'on mène et son niveau de vie qui façonnent la relation des Français à leur territoire que l'inverse", conclut l'enquête. franceinfo 19.02

### Commentaires d'internautes.

1- *"Il est bon de rappeler que l'institut Montaigne, à l'initiative de cette enquête, revendique l'idéologie libérale (Wikipédia).*

*Ce qui aide à comprendre certaines choses."*

2- *"Les prolétaires, depuis cinquante ans, ont rêvé de devenir des bourgeois, comme les bourgeois d'il y a deux cents ans de devenir nobles. Leur imagination n'est pas allée plus loin que celle du premier bourgeois qui passe. On affecte de le mépriser, mais on ne cesse pas de l'imiter... Dans ce monde d'argent, du haut en bas, de degré en degré de fortune, de classe en classe, c'est imitation d'imitation, ambition ridicule et misérable envie, copie de copie, et ainsi s'est établie, cette société confuse et satisfaite, à la fois snob et conformiste dans laquelle nous vivons. "*

C'est un extrait de "*Carnet du vieil écrivain*", de Jean Guéhenno."

Ne connais pas. Il ne faut pas nier ce constat, car sinon on aura une interprétation faussée de la réalité et tout le reste sera à l'avenant, on aboutira à un bilan politique nul. J'ai envie de répondre que chacun en est là et n'a pas évolué au-delà. Donc la question est d'aller "*plus loin*", comment faire pour aller au-delà de ce conformisme qui ne satisfait personne en dehors des nantis, et encore, ils doivent en permanence défendre leurs privilèges.

Quand l'imagination fait défaut, c'est qu'on n'est pas vraiment relié à la réalité ou on en a une perception tronquée. La question est donc pour alimenter à nouveau notre imagination, d'envisager l'ensemble des facteurs qui composent la réalité et les rapports qu'ils entretiennent, afin d'y trouver les réponses aux multiples questions qu'on sera amené à se poser et nulle part ailleurs.

Généralement, quand les aspirations qui nous animaient lorsque nous étions jeune sont venues se fracasser sur le mur de cette société capitaliste, habituellement quand on entre dans le monde impitoyable du travail, qui broie toutes les illusions qu'on pouvait avoir jusque-là, c'est à ce moment-là que notre imagination s'est mise soudain à se tarir, très souvent soudainement. Il y avait un aiguillage et on a changé de direction sans qu'on nous demande notre avis, après on s'étonne de ne plus très bien savoir où on en est, c'est normal.

La question est donc de renouer avec ces aspirations légitimes. Il faut essayer d'arriver à comprendre pourquoi et comment on les a abandonnées, et par quoi elles ont été remplacées ou contre quoi on les a troquées, car on ne nous a guère laissé le choix. D'où effectivement la nécessité d'établir ce constat, mais sans porter de jugement sur les prolétaires ou les membres des classes moyennes.

Ce sont les couches de travailleurs comme cet écrivain qui bénéficient des meilleures conditions pour la résoudre, mais en même temps ce sont les plus embourgeoisés, d'où la difficulté de l'aborder sereinement sans heurter les sensibilités ou la susceptibilité de chacun.

Maintenant, quand on a fait ce travail sur soi-même, cela peut servir d'exemple ou de base à cette discussion avec des travailleurs, cela peut les éclairer, après c'est à chacun de faire sauter un par un les obstacles qui ont enrayé son imagination... En fait, cet exercice consiste à rétablir le lien qui s'est brisé un jour entre cause et effet, au profit d'une cause qui n'était pas la nôtre, servir et s'intégrer dans une société profondément inégalitaire et injuste, violente, antisociale, policière, etc. qui finalement nous priverait de toute liberté, et dans la quelle on ne pourrait pas s'épanouir pleinement puisque ce serait toujours au détriment de quelqu'un quelque part dans le monde, qu'on en ait conscience ou non, tout cela se traduirait d'une manière ou d'une autre et finirait par nous pourrir l'existence.

D'où la pertinence de cette question relative à nos aspirations, car c'est là que figure la réponse et nulle part ailleurs. On n'a pas idée de sa signification politique, qui se résume à l'abdication de nos droits, de notre

propre légitimité à décider librement de notre destin, de l'orientation de la société, partant de là tout s'explique ou presque...

### **Fabrication du consentement. Propagande en faveur de la précarité généralisée comme avenir pour tous.**

LVOG - Quand ce n'est pas le chômeur (fainéant), le jeune (anarchiste), le vieux (nanti), le malade (imaginaire ou qui coûte trop cher), l'handicapé (qui en fait trop), l'Arabe ou le musulman (barbare et antisémite), le catholique (pédophile), l'homme (sexiste), la femme (prostituée), l'ouvrier (heureux et qui l'ignore), la plèbe (cette saloperie), le chien (enragé), c'est au tour du fonctionnaire !

### **- Une majorité de Français favorables à une réforme du statut des fonctionnaires, selon un sondage - Franceinfo 19 février 2019**

Plus de la moitié des Français (57%) sont favorables à une remise en cause du statut de fonctionnaire, envisagée par le gouvernement, révèle lundi 18 février un sondage Opinionway pour Radio Classique et Les Echos. Selon cette enquête, 41% des sondés sont d'un avis contraire.

La mise en place d'un plan de départs volontaires pour les agents est approuvée par 76% des personnes interrogées par Opinionway, qui voient également d'un œil favorable la rémunération au mérite des fonctionnaires (64%). L'idée, non portée pour l'heure par le gouvernement, de supprimer l'emploi à vie pour les fonctionnaires est approuvée par 60% des sondés, un niveau en hausse de trois points par rapport à un sondage réalisé l'an dernier.

Le projet de loi sur la fonction publique du gouvernement est inspiré du privé et âprement critiqué par les syndicats. Le texte de 33 articles a notamment pour but de simplifier les instances de représentation du personnel. Il engage aussi un recours élargi aux contractuels ou encore des parts de rémunérations variables, et s'accompagnera d'une suppression de 120 000 postes dans les fonctions publiques d'Etat et territoriale d'ici la fin du quinquennat d'Emmanuel Macron.

Le texte doit être validé le 6 mars en Conseil commun de la fonction publique, puis présenté fin mars en Conseil des ministres et pourra faire l'objet d'amendements. Mais sept des neuf syndicats de fonctionnaires ont quitté mercredi en pleine séance le Conseil supérieur commun de la Fonction publique (CCFP) pour montrer leur désaccord avec le projet qui leur était présenté. Franceinfo 19 février 2019

Vous avez dit favorable. Quoi, favorable? Comment, favorable ? Hein, favorable ! Forcément voyons...

On imagine qu'Opinionway a opté pour la formule : "*Êtes-vous tout à fait favorable, plutôt favorable, plutôt pas favorable ou pas favorable du tout*" à la remise en cause du statut des fonctionnaires.

### **Tribunal et justice d'exception en totalitarisme.**

#### **Le projet de réforme de la justice définitivement adopté par le Parlement - franceinfo 19.02**

Feu vert pour la réforme de la justice. Le Parlement a définitivement adopté le texte, vanté comme "ambitieux" et "équilibré" par le gouvernement mais contesté par les oppositions, dans la nuit du lundi 18 au mardi 19 février, par un ultime vote de l'Assemblée. Peu avant une heure du matin, les députés ont adopté par 31 voix contre 11 le texte, qui prévoit notamment la création d'un parquet antiterroriste, la fusion des tribunaux d'instance et de grande instance ou une nouvelle échelle des peines. Seules les peines inférieures ou égales à un an ferme pourront à l'avenir obtenir un aménagement de peine, contre deux ans auparavant.

Le texte prévoit également d'expérimenter dans certains départements un tribunal criminel (ou cour criminelle) pour juger, par cinq magistrats, des crimes punis de 15 à 20 ans de prison. Les cours d'assises continueront, elles, à juger les crimes passibles de plus de vingt ans, et l'ensemble des crimes en appel. Il organise aussi la numérisation complète de la procédure, de la plainte jusqu'au jugement, assouplie les modalités de prolongement des gardes à vue, facilite les écoutes téléphoniques, doit favoriser les modes de règlement à l'amiable et simplifier les divorces. franceinfo 19.02

## **On retiendra**

- La création d'un parquet antiterroriste. (Qui confondra terroriste et militant du mouvement ouvrier. - LVOG)
- Un tribunal criminel composé de cinq magistrats 15 à 20 ans de prison (Pour un peu, c'est comme si vous y étiez déjà. Mais où ? En tôle, quoi ! - LVOG)
- Les peines inférieures ou égales à un an ferme pourront à l'avenir obtenir un aménagement de peine, contre deux ans auparavant. (Les bâtisseurs de prison ont obtenu satisfaction. - LVOG)
- Assouplie les modalités de prolongement des gardes à vue (Une restriction de plus à la présomption d'innocence. - LVOG)
- Facilite les écoutes téléphoniques (Big Brother vous surveille et vous écoute partout. - LVOG)
- Favoriser les modes de règlement à l'amiable. (Où la loi du plus fort imposée au plus faible, comme dans les entreprises. - LVOG)
- Simplifier les divorces. (Tout ce qui permet d'accélérer l'éclatement de la cellule familiale est bon à prendre, avec un peu de chance ces membres seront plus fragilisés, vulnérables, donc plus malléables et influençables. - LVOG)

## **Répression judiciaire des gilets jaunes : Edouard Philippe fait du chiffre. Par Régis de Castelnaud - Les Crises 19 février 2019**

Condamnations de Gilets jaunes : la curieuse approche quantitative de la justice mise en avant par Édouard Philippe Les chiffres dévoilés par le premier ministre indiquent une instrumentalisation de la justice et un mépris du droit. Interview publiée dans Atlantico.

Atlantico : ce mardi 12 février, le premier ministre, Edouard Philippe, a déclaré devant l'Assemblée nationale : « Depuis le début de ces événements, 1796 condamnations ont été prononcées par la justice et 1422 personnes sont encore en attente de jugement » (...) « plus de 1300 comparutions immédiates ont été organisées et 316 personnes ont été placées sous mandat de dépôt ». Comment comprendre de tels chiffres, faut-il y voir une excessive sévérité, ou traitement « juste » de la situation eu égard aux événements ?

Régis de Castelnaud : Ces chiffres sont proprement ahurissants. Il s'agit donc, et c'est assumé comme tel, d'une répression de masse. C'est-à-dire qu'on a mobilisé l'appareil judiciaire depuis trois mois pour faire ce qui ne peut plus s'apparenter à une justice normale, mais à une justice d'exception, à une justice de masse.

La justice française complètement en crise par défaut de moyens, et qui a beaucoup de mal à effectuer les missions qui sont les siennes dans le cadre de son service public vient d'être instrumentalisée au service du pouvoir exécutif pour mettre en place une répression sans exemple depuis la fin de la guerre d'Algérie. Soyons clairs, on ne peut pas rendre une justice digne de ce nom, avec des procédures régulières, des débats contradictoires, des décisions équilibrées dans ces conditions. 316 personnes placées sous mandat de dépôt, dont une proportion considérable de gens sans casier judiciaire, ce chiffre doit être rapporté à ce que la presse nous apprend tous les jours concernant la délinquance des quartiers ou des gens ayant jusqu'à 20 condamnations pour des délits graves à leur casier n'ont jamais fait un jour de prison. Cette statistique est claire, c'est une justice d'exception qui a été rendue indigne d'un pays comme le nôtre. Le président de la république a fait le choix, non pas du maintien de l'ordre mais celui d'une répression brutale du mouvement des gilets jaunes. Que la justice souvent parquet et juges du siège ensemble ait accepté d'exécuter les ordres de l'Élysée et de la place Vendôme est une régression qui nous renvoie des dizaines d'années en arrière. Désormais lorsque les syndicats de magistrats nous parleront d'indépendance et d'impartialité ils se feront rire au nez. Surtout que dans le même temps, et l'affaire Benalla est là pour le démontrer, la même justice est d'une complaisance surprenante avec les délinquants qui entourent le chef de l'État.

Des groupes d'avocats se sont organisés pour faire face à ce moment liberticide, et les informations qui remontent sont consternantes. Incriminations fantaisistes, procédures bâclées, peines exorbitantes infligées pour des infractions imaginaires, mises en cause systématique des droits de la défense. Il y a aussi bien sûr les comportements des parquets comme par exemple celui de Paris par le Canard enchaîné, ou le procureur du tribunal de grande instance ordonne à ses substituts de violer la loi et de conserver les gens garde à vue en commettant des séquestrations arbitraires. Il y a bien sûr également les refus catégoriques malgré les évidences de poursuivre les policiers frappeurs, alors que les préfets en saisissant l'IGPN font eux leur devoir.

Je dois reconnaître que la façon dont l'appareil judiciaire s'est comporté à l'occasion du mouvement des gilets jaunes a quand même été pour moi une surprise. L'image d'une justice équitable, respectueuse de sa mission et de la loi est détruite dans l'opinion publique pour longtemps. Comment pour complaire au pouvoir exécutif des magistrats ont-ils accepté de prendre ce risque ?

En tout cas cette statistique établit que cet appareil judiciaire, oubliant sa mission de rendre la justice, a choisi de se comporter en supplétif de la police pour rétablir l'ordre. C'est complètement déplorable.

Comment interpréter cette vision quantitative de la Justice de la part du premier ministre ?

Que le premier ministre revendique triomphalement de telles statistiques qui n'établissent qu'une chose, c'est la vision instrumentale de la justice de ce pouvoir, en dit long sur le mépris du droit qui le caractérise. Il dirige un gouvernement qui est en train de faire voter une nouvelle loi sur l'organisation de la justice que tout le monde judiciaire considère comme de pure régression, et qui passe son temps à rogner sur le budget de ce qui devrait être un grand service public. Et maintenant il vient à l'Assemblée nationale brandir des statistiques que ceux qui savent ce que doit être la justice, considèrent comme déshonorantes. « Regardez, la justice expéditive que nous avons ordonnée a condamné 1796 de ces horribles gilets jaunes. Elle en a mis 316 au trou. C'est une magnifique victoire ! » A quand le premier ministre venant de la même façon triomphale brandir les statistiques des gens éborgnés, des mains arrachées, des blessés de toutes sortes ?

Ce qui apparaît dans ce comportement passablement indigne, c'est cet aveuglement sur ce qui se passe dans ce pays et sur le rejet dont le président de la république lui-même font l'objet. Persuadés d'être plus intelligents que tout le monde lui et ses équipes emmènent le pays dans une impasse mortifère en continuant de l'abîmer. Je ne sais pas comment tout cela finira, mais il est sûr que la trace que Monsieur Édouard Philippe laissera dans l'histoire sera particulièrement laide. Les Crises 19 février 2019

Source : Vu du droit, Régis de Castelnuovo, 13-02-2019

---

## **DEUXIEME PARTIE**

C'est marrant, tous ces gens bien comme il faut, à la morale irréprochable qui s'émeuvent de la recrudescence de l'antisémitisme, et qui en pincent pour les régimes néonazis de Kiev ou Sofia ou le régime d'apartheid de Tel Aviv, mais là cela s'explique très bien, puisque ces régimes sont alliés !

Et ne parlons même pas des savants qui avaient mis leurs talents au service du régime nazi du IIIe Reich à l'issue de la Seconde Guerre mondiale et qui avaient été recrutés par la CIA et le Pentagone, mais aussi par les Israéliens, depuis Internet, c'est tombé dans le domaine public, mais ces braves gens l'ignorent. On a les alliés et la morale qu'on peut. Toujours de classe.

**L'antisémitisme appartient à l'idéologie capitaliste, coloniale, impérialiste, fasciste.**

LVOG - Une fois qu'on a dressé ce constat, on comprend mieux pourquoi ceux qui détiennent le pouvoir ou gouvernent recourent à l'argument de l'antisémitisme chaque fois qu'ils sont en difficulté pour appliquer leur politique antisociale, liberticide, impérialiste, et de nos jours réactionnaire sur toute la ligne.

**- Antisionisme, antisémitisme et idéologie coloniale par Alain Gresh - Les Crises 21 février 2019**

Dans le débat qui agite la France autour de l'antisémitisme, deux dimensions sont souvent absentes : le fait que, durant la première moitié du XXe siècle, la grande majorité des juifs était hostile au sionisme (étaient-ils aussi antisémites ?) ; que la caractéristique principale de ce mouvement était de s'inscrire dans une logique coloniale de conquête et de peuplement. Extraits du livre d'Alain Gresh, Israël-Palestine, vérités sur un conflit (Fayard, 2017).

Source : Orient XXI, Alain Gresh, 19-02-2019

Extraits de l'article.

Bien que sioniste, Albert Einstein exprimait ses inquiétudes : « La manière dont je conçois la nature essentielle du judaïsme résiste à l'idée d'un État juif, avec des frontières, une armée et une certaine mesure de pouvoir temporel, quelque modeste qu'il soit. J'ai peur des dégâts internes que cela entraînera sur le judaïsme — et surtout du développement d'un nationalisme étroit dans nos propres rangs [...]. Un retour à une nation, au sens politique du terme, équivaudrait à se détourner de la spiritualité de notre communauté, spiritualité à laquelle nous devons le génie de nos prophètes. »

« Le sionisme n'est pas le corollaire obligatoire, fatal, de la persistance d'une identité juive, remarque Maxime Rodinson ; ce n'est qu'une option. » Et cette option est critiquable, non seulement comme toute idéologie nationaliste, mais aussi parce que son aboutissement — la création d'un État juif — n'était possible que par la dépossession des Palestiniens. Le sionisme s'est pleinement inscrit — et ce fut l'une des conditions majeures de sa victoire — dans l'aventure coloniale. Ce fut et cela reste sa principale faute.

#### RIEN DE COMMUN AVEC CE QUE L'ON APPELLE « L'ORIENT »

Le dévouement ou l'idéalisme de nombre de militants sionistes n'est pas en cause. Un jeune juif débarqué sur la Terre promise en 1926 pouvait écrire : « Je peux être fier car depuis un an que je suis en Palestine, je me suis débarrassé de la gangue d'impureté de la diaspora et je me suis purifié du mieux possible. Je voulais une patrie. Être un homme comme les autres, égal aux autres, fier comme eux d'être en Palestine. Dès l'instant où mes pieds ont foulé la terre de mes ancêtres, j'ai rompu tout lien avec l'Europe et l'Amérique. » Il changea de nom, se fit appeler Chaïm Shalom et déclara : « Je suis hébreu et mon nom est hébreu car je suis issu du pays des Hébreux. »

En dépit d'un credo socialiste — ou parfois à cause de lui —, les sionistes ressemblaient aux colons installés en Algérie ou en Afrique du Sud, convaincus de faire progresser la civilisation face à des populations sauvages. Le sionisme en Palestine, malgré des formes particulières, se rattache au mouvement de colonisation sur deux plans : par son attitude à l'égard des populations « autochtones » ; par sa dépendance à l'égard d'une métropole, la Grande-Bretagne, au moins jusqu'en 1939. D'ailleurs, à l'époque où le colonialisme n'avait pas la connotation négative qu'il a aujourd'hui, Theodor Herzl écrivait à Cecil Rhodes, l'un des conquérants britanniques de l'Afrique australe : « Mon programme est un programme colonial. » Zeev Jabotinsky, le dirigeant du mouvement sioniste révisionniste, pour sa part, se réjouissait : « Dieu merci, nous juifs n'avons rien en commun avec ce que l'on appelle l'"Orient". Nous devons venir en aide à ceux parmi le peuple qui sont incultes et qui s'inscrivent dans des traditions et des lois spirituelles archaïques orientales. Nous allons en Palestine d'abord pour notre "bien-être" national, ensuite pour en expurger systématiquement toute trace de l'"âme orientale". »

Mordechaï Ben Hillel Ha Cohen, un juif installé à Jérusalem, note : « Nous sommes en Palestine la population la plus civilisée, personne ne peut rivaliser avec nous sur le plan culturel. La plupart des indigènes sont des fellahs et des bédouins ignorant tout de la culture occidentale. Du temps sera encore nécessaire avant qu'ils apprennent à vivre sans rapines, vols et autres forfaits, jusqu'à ce qu'ils éprouvent de la honte devant leur nudité et leurs pieds nus et qu'ils adoptent un mode d'existence où prévaudra la propriété privée, et où il sera nécessaire que des routes soient tracées et les chaussées goudronnées, que les écoles, les maisons de charité et les tribunaux essaient sans qu'il y ait de corruption. » Mais l'insondable « âme orientale » semble résister à des décennies de civilisation puisque Moshé Katsav, alors président d'Israël, déclare en mai 2001 : « Il existe une immense fracture entre nous [les juifs] et nos ennemis, pas seulement en ce qui concerne les capacités, mais aussi sur le plan de la morale, de la culture, du caractère sacré de la vie et de la conscience [...]. Ils sont nos voisins ici, mais on a l'impression qu'à une distance de quelques centaines de mètres il y a des gens qui ne sont pas de notre continent, de notre monde, mais qui finalement appartiennent à une autre galaxie. » Sont-ils humains, ces Palestiniens ?

À la suite d'émeutes à Jaffa en 1921, une commission d'enquête britannique note que le mouvement ne constituait nullement un pogrom antisémite, mais que les insurgés haïssaient les sionistes, non les juifs. Le Jewish Chronicle, organe des juifs britanniques, s'insurge : « Essayez d'imaginer que les animaux sauvages du parc zoologique sortent de leur cage et tuent quelques-uns des visiteurs, et que la commission chargée d'enquêter sur les circonstances établisse que la raison du drame est que les animaux n'aimaient pas leurs victimes. Comme s'il ne relevait pas du devoir de la direction du zoo de garder les animaux dans leurs cages et de s'assurer qu'elles soient bien fermées. » Quelle franchise ! Frantz Fanon, psychiatre antillais rallié à la révolution algérienne, auteur d'un pamphlet célèbre, Les Damnés de la terre (1961), constate : « Le langage du colon, quand il parle du colonisé, est un langage zoologique. On fait allusion aux mouvements de reptation du Jaune, aux émanations de la ville indigène, aux hordes, à la puanteur, au pullulement, au grouillement, aux gesticulations. Le colon, quand il veut bien décrire et trouver le mot juste, se réfère constamment au bestiaire. »

La conquête de la terre comme le « refoulement » des autochtones confirment la dimension coloniale du mouvement sioniste. L'un de ses cadres reconnaît dès les années 1910 : « La question arabe s'est révélée dans toute son acuité dès le premier achat de terres, lorsque je dus expulser pour la première fois des habitants arabes pour y installer à la place nos frères. Longtemps après continua de résonner à mes oreilles la triste plainte des bédouins rassemblés cette nuit-là autour de la tente des pourparlers, avant qu'ils ne quittent le village de Shamsin [...]. J'avais le cœur serré et je compris alors à quel point le Bédouin était attaché à sa terre. » Mètre carré après mètre carré, les colons juifs s'emparent des terres, repoussant les Arabes.

Aucun compromis n'est possible, Ben Gourion en a bien conscience : « Tout le monde considère les relations entre juifs et Arabes comme problématiques. Mais ils ne voient pas tous que cette question est insoluble. Il n'y a pas de solution ! Un gouffre sépare les deux communautés. [...] Nous voulons que la Palestine soit notre nation. Les Arabes veulent exactement la même chose. »

Israël Zangwill, un proche de Theodor Herzl, explique dans la presse britannique durant la Première Guerre mondiale : « Si l'on pouvait exproprier, avec compensation, les 600 000 Arabes de Palestine, ou si l'on pouvait les amener à émigrer en Arabie, car ils se déplacent facilement [sic !], ce serait la solution de la plus grande difficulté du sionisme. » Herzl avoue dans son journal en 1895 : « Nous devons les exproprier gentiment. Le processus d'expropriation et de déplacement des pauvres doit être accompli à la fois secrètement et avec prudence. » Il sera achevé, sur une grande échelle, en 1948-1949. Source : Orient XXI, Alain Gresh, 19-02-2019

### **Ils partagent tous la même idéologie, de l'hypocrisie républicaine ou démocratique au fascisme.**

**- Alain Finkielkraut dénonce la plainte du Qatar contre Philippot - causeur.fr 9 juin 2015**

**- Le FN et la LDJ partagent le même avocat - alterinfo.net 3 Décembre 2014**

LVOG - LDJ : Ligue de défense juive, une milice sioniste d'extrême droite.

Il s'agissait de David Dassa-Le Deist, depuis remplacé par Gilles-William Goldnadel, membre du directoire du Crif.

Tout cela à partir d'un fait démenti par Finkielkraut lui-même ou qui n'a pas eu lieu, c'est de la démence pure comme on en trouve que dans les régimes totalitaires qui relève de la conspiration pour justifier l'adoption d'une nouvelle loi liberticide.

(causerie du 18 février) Le Parisien 16.02 - Finkielkraut : J'entendais très mal mais il y avait des cris de haine. Les insultes sont violentes : « Sale sioniste de merde », « bâtard », « grosse merde », « nique ta mère »... Le philosophe Alain Finkielkraut, pris à partie ce samedi après-midi par des Gilets jaunes à Paris, raconte avoir été ciblé en raison de ses positions vis-à-vis d'Israël mais dit ne pas avoir entendu l'insulte de « sale Juif. Encore une fois, je n'entendais pas bien les insultes et ça s'est passé très vite. ». Le Parisien 16.02

Il a dit ne pas avoir entendu l'insulte de «sale Juif», alors où est l'antisémitisme, dans « Sale sioniste de merde » ?

### **Commentaire d'un internaute.**

Léo Strauss a formé des individus comme Wolfowitz, Perle, Bolton, Kinssinger, en un mot, tous des individus animés d'une volonté hégémonique aux états unis et responsables de centaines de milliers de morts à travers le monde grâce à leur action.

Léo Strauss avait une doctrine très particulière. Pour lui, le "modèle" idéal de société était une société oligarchique, c'est à dire dominée par une infime minorité d'individus ultra riches seuls, selon lui, capables de diriger le monde qui devra être totalement sous leur autorité.

Déjà, présenté ainsi, les choses sont graves puisque bien sur, cette oligarchie est auto proclamée et ce ne sont pas ses qualités humaines ou ses compétences en matière de gestion des sociétés humaines qui sont les critères de son choix élitiste, mais sa richesse. Sauf que, pour accéder à un tel niveau de richesse, il n'est pas possible d'être honnête et bien souvent, pour ne pas dire systématiquement, elle est acquise grâce à mes magouilles de toutes sortes, et très souvent au mépris du droit le plus élémentaire, sans souci de la vie humaine et de l'environnement. C'est l'enrichissement à n'importe quel prix.

Mais il y a plus. Pour Léo Strauss, pour pouvoir se maintenir, l'oligarchie doit entretenir un certain degré de violence, de conflit et de chaos. Elle ne peut pas prospérer dans la paix et la concorde. Il lui faut entretenir en permanence les tensions entre les êtres humains. Si pour cela il faut sacrifier des centaines de millions de personnes, aucune importance. La fin justifie les moyens ! Mais dans le cas où, par miracle, l'humanité arrive à être en paix, alors la seule solution, pour Strauss, est l'annihilation totale de l'humanité et de toute vie sur Terre. C'est la doctrine nihiliste par excellence. On comprend mieux des individus comme Francis Fukuyama, ou Samuel Huntington, le premier, auteur de l'ouvrage de la "fin de l'histoire", ouvrage particulièrement nihiliste et l'autre "le choc des civilisations", bien connu. (On devrait plutôt dire le choc des ignorances), tous les deux disciples de Léo Strauss.

Alors se considérer comme un admirateur d'un malade mental amateur de la destruction de toute vie...et faire de cet individu l'avocat d'un parti politique comme le FN, nous donne une petite idée des hauts idéaux de ce parti, de ses dirigeants et de cet avocat. A chacun d'en tirer les conclusions...

### **La querelle des Anciens et des Modernes**

La pensée de Strauss fait de la tension son élément : aussi se tient-elle délibérément à l'écart des synthèses réconciliatrices et de la plus magistrale d'entre elles, celle de Hegel. (Thèse, antithèse, synthèse, la dialectique qu'ont adoptée Marx et les marxistes, l'ennemi de Strauss, normal ! Pourquoi ? Vous ne voudriez tout de même pas que n'importe qui s'empare de la dialectique pour interpréter la situation, l'histoire, vous êtes fou ou quoi, très rapidement il comprendrait qu'on n'a pas cessé de lui mentir en lui présentant des interprétations falsifiées ou idéologiquement orientées.

Nos lecteurs y ont-ils pensé un jour, se sont-ils déjà posés la question ? Si non, je vous y encourage vivement. Vous verrez, la dialectique, c'est la clé qui ouvre toutes les portes, qui permet de résoudre les problèmes les plus coriaces, de venir à bout des questions les plus complexes, c'est merveilleux, je vous assure, elle est infailible, elle ne vous décevra jamais, et si vous avez l'impression que ce n'est pas le cas, c'est que vous lui en avez demandé de trop ou que vous n'avez pas su vous y prendre avec elle. Ensuite, vous ne pourrez plus jamais vous en passer, c'est tout le malheur que je vous souhaite. - LVOG)

L'interprétation straussienne de la philosophie prend appui sur la thèse développée par Platon dans la République : ce qui est premier pour nous, et qui apparaît à la lettre comme phénomène, ce sont les opinions (doxa). Wikipédia

**- Une journaliste accuse le gouvernement d'"intimidations" après avoir contredit Benjamin Griveaux et Christophe Castaner sur Twitter - telestar.fr 17 février 2019**

Aude Lancelin, journaliste au Média TV, a accusé Benjamin Griveaux et Christophe Castaner de l'avoir "intimidée" après avoir affirmé que l'insulte "sale juif" n'avait jamais été prononcé par aucun Gilet Jaune à l'encontre d'Alain Finkielkraut.

Ce samedi 16 février, sur Twitter, le porte-parole du gouvernement Benjamin Griveaux réagit à l'agression verbale subie par Alain Finkielkraut, pris à partie dans Paris par plusieurs Gilets Jaunes : "La haine à l'état brut dans les rues de Paris contre Alain Finkielkraut hué aux cris de 'sale juif'" indiquait l'homme politique. Rapidement, Aude Lancelin, journaliste pour Le Média TV, a contesté les affirmations de Benjamin Griveaux.

"Sale juif" ? Cette phrase est inaudible dans la vidéo. Tous les samedis le porte-parole du gouvernement Griveaux invente un nouveau mensonge gravissime pour faire monter la haine dans le pays. Ces gens ne se battent pas loyalement. Ils sont indignes" a déclaré la journaliste. Très rapidement, plusieurs voix se sont fait entendre, et ont contredit Aude Lancelin, comme notamment Marc-Olivier Fogiel et Anne Sinclair.

Dans un nouveau tweet, Benjamin Griveaux a réagi aux accusations de sa détractrice et a réclamé "un peu de décence" : "Après la 20ème seconde de cette vidéo, le terme 'sale juif' crié depuis la foule. Parfaitement audible. Un peu d'honnêteté intellectuelle de temps en temps ou y avez-vous définitivement renoncé ?" a taclé le porte-parole.

Libération donne raison à Aude Lancelin

Cible de vives critiques depuis plusieurs heures, Aude Lancelin a depuis réagi dans un long communiqué posté sur son compte Facebook, dans lequel elle accuse nommément Christophe Castaner et Benjamin Griveaux de "tentatives d'intimidations" répétées : "Le simple fait de pointer publiquement une journaliste, en bande organisée et sans même plus se cacher, montre à quel point les digues démocratiques sont en train de sauter les unes après les autres dans notre pays".

"Mon constat d'hier était simple : le mot infâme de 'sale juif' ne sort que de l'imagination malsaine de Monsieur Griveaux et des chiens de garde qui jappent joyeusement dans son sillage. On ne peut pas jouer avec des choses aussi graves pour détruire un mouvement social d'ampleur historique" a condamné la journaliste. À noter que dans un article Checknews, le journal Libération a lui aussi affirmé que l'insulte "sale juif" n'était pas audible dans les vidéos publiées sur les réseaux sociaux. telestar.fr 17 février 2019

Christophe Castaner et Benjamin Griveaux : C'est Goering et Goebel !

### **Quand Mélenchon fait profil bas et marche dans leur combine dégueulasse.**

Jean-Luc Mélenchon a dénoncé les insultes dont a été victime l'essayiste Alain Finkielkraut, samedi dernier, lors d'une manifestation des "gilets jaunes" à Paris. "Quelles que soient les opinions détestables de monsieur Finkielkraut, quand il est injurié, pris à partie comme il l'est, ce ne sont pas ses opinions que nous voyons mises en cause, c'est son retrait de l'humanité que nous avons en commun, au motif de sa religion supposée ou de ses appartenances, a-t-il dit. La lutte contre le racisme est un tout dont le fondamental philosophique est que nous sommes tous semblables." franceinfo 19.02

Si "*ce ne sont pas ses opinions que nous voyons mises en cause*" quand il est traité de « Sale sioniste de merde », c'est quoi alors, le "*sale juif*" inventé par Castaner, Griveaux et Cie ? Quel ignoble individu ce Mélenchon ! Tu as raison, avec Finkielkraut, Minc, Macron, Castaner, Griveaux, etc. vous êtes "*tous semblables*", répugnant personnage.

### **- "Les injures et agressions visant les juifs dans la rue" (huffingtonpost.fr 20.02)**

LVOG - Finkielkraut n'est pas un juif "*dans la rue*" comme les autres ou anonyme, c'est un sioniste d'extrême droite raciste assumé.

### **- Alain Finkielkraut : « Les Gilets jaunes sont devenus une secte » - LePoint.fr 19.02**

La réunion était organisée par la Licra.

« Cela fait beaucoup de temps qu'une certaine intelligentsia et des journalistes me traitent de réac, de fasciste, de raciste. Ce que j'ai vécu, c'est un air de déjà-vu. Ces Gilets jaunes, cette plèbe incontrôlable, ne faisaient que traduire en acte l'hostilité d'une intelligentsia. Ils m'ont attaqué de manière très fruste, mais tout cela a été intellectualisé bien avant », a-t-il martelé, rappelant avoir subi le même sort lors de Nuit debout. LePoint.fr 19.02

### **Union nationale de l'extrême droite à l'extrême gauche contre tous les peuples.**

**- De Jean-Luc Mélenchon à Marine Le Pen, les politiques tous azimuts - Liberation.fr 20 février 2019**

**- A Ménilmontant, le rassemblement des «vrais antiracistes» contre l'antisémitisme - Liberation.fr 20 février 2019**

«Les vrais antiracistes, ils sont là ce soir.» Echarpe tricolore autour du cou, Madjid Messaoudene, conseiller municipal (Front de gauche) à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), annonce la couleur. «Il y a une flambée des actes antisémites : il fallait donc marquer le coup en les dénonçant fermement ce soir, insiste l'élu de gauche. J'ai d'ailleurs tout de suite condamné la façon dont Alain Finkielkraut a été alpagué samedi par des gilets jaunes. Mais il ne faut pas oublier les autres discriminations.»

«Il faut faire entendre une voix ferme et unitaire contre l'antisémitisme, prévient à ce propos l'universitaire Julien Salingue, figure du NPA, devançant les éventuelles accusations. Liberation.fr 20 février 2019

Le NPA est "*unitaire*"...sauf quand il s'agit de combattre Macron et sa politique ultra réactionnaire! Le NPA est "*unitaire*" avec Macron, Finkielkraut et le Crif. On ne peut pas être "*unitaire*" avec tout le monde !

### **En famille. A bas les sionistes "enragés". A bas Israël !**

**- "Ça suffit !" : à l'appel des partis, la France mobilisée contre l'antisémitisme - AFP 19.02**

Edouard Philippe en tête, plus de la moitié du gouvernement et de nombreux représentants de la classe politique participeront mardi à des rassemblements en France contre la hausse des actes antisémites, dont celui ayant visé l'académicien Alain Finkielkraut en marge du mouvement des "gilets jaunes". (Voilà comment ils substituent leur mensonge à la réalité. A force de répéter des centaines de fois que Finkielkraut avait été victime d'un acte antisémitique, cela en est devenu un ! - LVOG)

"Il faut être totalement déterminé, je dirais presque enragé, dans notre volonté de lutter" contre l'antisémitisme qui "est très profondément enraciné dans la société française", a plaidé Edouard Philippe, dans un entretien publié mardi par l'Express.

Dans "un geste symbolique", avant les rassemblements prévus, les présidents du Sénat, Gérard Larcher (LR), et de l'Assemblée nationale, Richard Ferrand (LREM), se recueilleront à 18H15 au Mémorial de la Shoah.

Les rassemblements, dont le principal se tiendra place de la République à Paris à 19H00, sont, eux, la suite d'un appel signé par une vingtaine de partis, à l'initiative du premier secrétaire du PS Olivier Faure. Le Rassemblement national de Marine Le Pen, qui n'a pas été invité par M. Faure, a annoncé lundi qu'il organiserait un hommage de son côté. (A-t-il invité le président du parlement ukrainien néonazi qui fut reçu récemment en grande pompe par les présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat ? - LVOG)

Face à une recrudescence des actes antisémites en 2018, M. Faure a souhaité que les partis s'emparent du flambeau de la lutte contre l'antisémitisme, plutôt que les représentants de la communauté juive. Au total, 541 actes antisémites ont été recensés en 2018, un chiffre en hausse de 74% sur un an mais qui reste inférieur au dernier pic de 2014 (851) et de 2004 (974). (Inférieur mais peu importe, y compris à celui des décennies précédentes en remontant au début du XXe siècle, peu importe puisqu'il s'agit d'une machination destinée à faire diversion en pleine crise politique ouverte. - LVOG)

De nombreuses personnalités ont annoncé leur venue, dont l'ancien président François Hollande, l'ex-Premier ministre Bernard Cazeneuve, le président de LR Laurent Wauquiez, celui de Debout la France

Nicolas Dupont-Aignan, les responsables syndicaux Laurent Berger (CFDT) et Philippe Martinez (CGT). (La confrérie des raclures réunies. - LVOG)

Le président de la République Emmanuel Macron, qui a vivement dénoncé les actes antisémites et qui s'exprimera mercredi soir au dîner du CRIF, n'en sera pas.

"Il serait faux et absurde de dire que le mouvement des gilets jaunes est antisémite", a estimé Edouard Philippe. Mais "à l'occasion de la crise des "gilets jaunes" un certain nombre de garde-fous ou de digues sont tombés".

Plusieurs "gilets jaunes", Maxime Nicolle et Jérôme Rodrigues notamment, ont rappelé qu'ils étaient "contre le racisme" et "l'antisémitisme". Le groupe des "Gilets jaunes citoyens" emmenés par Thierry Paul Valette a annoncé sa venue à la manifestation de Paris. (Quelle bassesse, quelle ignominie, de dangereux aventuriers ! - LVOG)

"Le choix fait d'exclure l'extrême droite est lié à leur histoire, à leur présent aussi. Je ne me vois pas signer avec Marine Le Pen, alors même qu'elle soutient Jair Bolsonaro, Matteo Salvini, Viktor Orban, Sebastian Kurz", s'est défendu M. Faure auprès de l'AFP. (Il préfère Obama, Porochenko, sans oublier Macron pour qui il a voté ! - LVOG)

Le président de Debout la France Nicolas Dupont-Aignan, dont la formation n'a pas été invitée non plus, a indiqué mardi sur Cnews qu'il participerait au rassemblement, tout en disant ne pas être "dupe d'une sorte de grand cirque qui cherche à disculper la responsabilité de ceux qui vont être en tête du cortège" dans la montée d'un islamisme antisémite. AFP 19.02

L'union nationale est au complet! Un pogrom antimusulman, anti-ouvrier.

### **Quand les néofascistes s'emparent de la place de la République.**

#### **- La France se mobilise contre l'antisémitisme, Macron promet d'agir - AFP 20 février 2019**

Des milliers de personnes se sont rassemblées mardi soir à Paris et partout en France pour protester contre la multiplication des actes antisémites dans l'Hexagone, illustrée le jour-même par la découverte de 96 tombes juives profanées dans un cimetière alsacien, et contre laquelle Emmanuel Macron a promis la plus grande fermeté.

"La République est un bloc", a déclaré le président de la République au Mémorial de la Shoah, où il s'est rendu en fin de journée en compagnie des présidents des deux chambres du Parlement pour se recueillir et déposer une gerbe.

Au même moment, la place de la République à Paris était noire de monde, la foule de 20.000 personnes selon le PS brandissant ici ou là des pancartes "Ça suffit" - le mot d'ordre du rassemblement -, "non à la banalisation de la haine". Une cinquantaine de partis, associations, mouvements avaient appelé à faire front commun contre l'antisémitisme, à l'initiative du premier secrétaire du PS Olivier Faure. (En réalité, quelques milliers seulement. d'ailleurs leur comédie n'a duré que 30 minutes (lire plus loin).

Le Premier ministre Édouard Philippe, accompagné de plusieurs membres du gouvernement, a pris place au sein d'un périmètre sécurisé où se pressaient de nombreux représentants politiques.

"Se rassembler, c'est nécessaire. Ça n'est pas suffisant, mais c'est nécessaire pour dénoncer ce qui n'est pas acceptable. Ensuite il y aura du travail d'éducation, de formation, probablement un travail législatif, aussi", a déclaré M. Philippe à l'issue de la cérémonie.

Les anciens présidents de la République François Hollande et Nicolas Sarkozy étaient présents, ainsi que le président de LR Laurent Wauquiez ou le délégué général de La République en marche Stanislas Guerini.

"L'antisémitisme, ça n'est pas l'affaire des juifs, c'est l'affaire de tous les Français", a déclaré M. Hollande. "Un certain nombre d'individus provoquent, insultent l'autorité de l'État. L'État doit répondre. Je suis sûr qu'il le fera, mais il faut le faire maintenant et avec une fermeté extrême", a de son côté affirmé M. Sarkozy.

La cérémonie démarrée vers 19H30 s'est achevée vers 20H00. Elle s'est ouverte sur une intervention du rabbin Delphine Horvilleur. Le chanteur Abd al Malik a conclu en chantant la Marseillaise.

Des "gilets jaunes" avaient fait le déplacement, notamment Côme Dunis et Frédéric Mestdjian, de la liste "Ralliement d'initiative citoyenne", souhaitant démentir par leur présence le fait que le mouvement des gilets jaunes soit gangrené par l'antisémitisme. Le philosophe Alain Finkielkraut avait été la cible d'insultes antisémites, samedi en marge d'une manifestation de "gilets jaunes". (Pure fabulation, répétons-le, il a été traité de "sioniste de merde". - LVOG)

Le chef de file de la France insoumise Jean-Luc Mélenchon avait lui fait le choix de participer à un rassemblement à Marseille. "Toute forme de discrimination de racisme, d'antisémitisme, de sexisme et d'homotopie, incarnent ce que nous pouvons appeler le mal", a déclaré M. Mélenchon, mettant en garde une nouvelle fois contre "une utilisation politicienne de ces circonstances". (Et il en est par sa présence le charlatan ! - LVOG)

Un doute a brièvement régné sur la participation à ces rassemblements de la France insoumise, qui ne faisait pas partie de la liste des premiers signataires de l'appel lancé par M. Faure.

Ils étaient également des milliers dans quelque 70 villes de France.

La présidente du Rassemblement national Marine Le Pen s'est de son côté recueillie à Bagneux (Hauts-de-Seine), devant une plaque en hommage à Ilan Halimi, jeune juif tué en 2006 après avoir été séquestré et torturé. Elle avait dénoncé dans la journée le fait que M. Faure ne l'ait pas invitée à signer l'appel.

A l'Assemblée, M. Philippe a paru prendre lui aussi ses distances avec ce choix de M. Faure, appelant à "l'union sacrée" face à l'antisémitisme et à des manifestations "sans exclusive". (Il a raison, l'extrême droite est le meilleur allié des sionistes et de Netanyahu, la preuve, ils ont les mêmes avocats ! Heureusement qu'ils ont l'extrême droite pour alimenter l'antisémitisme ou le racisme, pour un peu, ils ne s'en cachent même plus. - LVOG)

Sur la chaîne de télévision israélienne I24News, la présidente du RN, Marine Le Pen, a dénoncé les élus qui "pour des raisons électoralistes, ferment les yeux" sur le "fondamentalisme islamiste". "Avant de changer la loi, commençons déjà par l'appliquer. Que les actes antisémites soient jugés. Derrière les actes antisémites, il y a la question de l'islamisme intégriste", a abondé le président des Républicains Laurent Wauquiez. (Plus déterminé à lutter contre l'antisémitisme que Marine Le Pen tu meurs. Normal, ils défendent les mêmes intérêts de classe. - LVOG)

Plus tôt dans la journée, Emmanuel Macron s'était rendu au cimetière de Quatzenheim (Bas-Rhin), où 96 tombes juives ont été profanées.

Une profanation qui a conduit le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu à dénoncer un acte "choquant" commis par de "sauvages antisémites", et à appeler les dirigeants français et européens à prendre "fortement position contre l'antisémitisme". Son ministre de l'Immigration Yoav Gallant a invité les juifs de France à "rentrer à la maison" en émigrant vers l'État hébreu.

"On prendra des actes, on prendra des lois et on punira", a déclaré le chef de l'État. Accompagné du grand rabbin de France Haïm Korsia et portant la kippa, il s'est recueilli devant plusieurs tombes, marquées à la bombe de croix gammées bleues et jaunes.

L'exécutif envisage d'inscrire dans la loi "avant la fin de l'année" des dispositions visant à "mettre en cause la responsabilité" des réseaux sociaux lorsqu'ils colportent des propos haineux tombant sous le coup de la loi.

Le gouvernement n'est en revanche pas favorable à la pénalisation de l'antisionisme, une proposition émanant de députés membres du groupe d'études de l'Assemblée nationale sur l'antisémitisme.

Emmanuel Macron a d'ailleurs d'ores et déjà refermé cette porte. "Je confirme que ceux qui, aujourd'hui dans le discours, veulent la disparition d'Israël sont ceux qui veulent s'attaquer aux Juifs. Je pense néanmoins que lorsqu'on rentre dans le détail, la condamnation pénale de l'antisionisme pose d'autres problèmes", a tranché le chef de l'État. AFP et huffingtonpost.fr 20 février 2019

### **Le lendemain, Macron céda aux ultra sionistes ou fanatiques d'extrême droite du Crif.**

#### **- La France va mettre en oeuvre une définition de l'antisémitisme intégrant l'antisionisme - AFP 21 février 2019**

Le président Emmanuel Macron a dénoncé mercredi "une résurgence de l'antisémitisme sans doute inédite depuis la Seconde Guerre mondiale" en France et en Europe, y assimilant l'antisionisme et annonçant des mesures pour tracer de nouvelles "lignes rouges" après une série d'incidents dans le pays.

Répondant au vœu des instances juives et du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, il a annoncé que la France allait "mettre en oeuvre" - sans toutefois l'intégrer au Code pénal - une définition de l'antisémitisme élargie à l'antisionisme, qui est "une des formes modernes de l'antisémitisme".

"Le président Macron a informé le Premier ministre qu'il allait adopter la définition de l'antisémitisme de l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste (IHRA), qui a fixé que l'antisionisme est une forme d'antisémitisme", a affirmé un communiqué du bureau de M. Netanyahu. Celui-ci a exprimé son "estime" pour cette décision, selon le communiqué.

Quelques minutes avant le discours de M. Macron, le président du Crif, Francis Kalifat, en avait fait la demande. "À l'unisson des autres pays européens, la France a voté en faveur de cette définition lors de son adoption par l'IHRA en 2016 et encore tout récemment fin 2018 dans la résolution du Conseil européen sur la lutte contre l'antisémitisme. Conformément aux recommandations du Parlement européen et du Conseil européen, plusieurs États membres l'ont déjà intégrée dans leurs propres textes de référence", avait-il dit.

Ce dîner annuel intervenait au lendemain d'une mobilisation contre l'antisémitisme à l'appel de responsables politiques, religieux et associatifs, qui a réuni des milliers de personnes dans plusieurs villes du pays et notamment à Paris, Marseille ou Strasbourg, sans pour autant prendre le caractère massif espéré par certains.

"La masse n'était pas là, la foule n'était pas là", a ainsi regretté à l'antenne de la chaîne CNews l'avocat Serge Klarsfeld, connu pour sa traque d'anciens nazis. "L'antisémitisme, ça ne se guérit pas facilement, c'est un travail très long". AFP 21 février 2019

LVOG - Dans cet article, il avouait leur supercherie ou machination.

AFP - L'intellectuel et membre de l'Académie française Alain Finkielkraut a été violemment pris à partie samedi en marge d'un défilé des "gilets jaunes" par des manifestants, dont l'un a notamment utilisé le mot "sioniste". Cela a suscité un débat en France sur le sens à donner à ce mot dans ce contexte. AFP 21 février 2019

LVOG - Les parents ne se composent plus d'une mère et d'un père, un homme n'en est plus vraiment un et une femme n'en est pas forcément une, l'URSS a joué un rôle minime dans la défaite du IIIe Reich en 1945, ce ne sont pas des facteurs économiques qui ont été à l'origine des deux guerres mondiales, mais des conflits politiques, etc. alors quand progrès et modernité rime avec régression sociale généralisée, entraves ou suppression des libertés individuelles ou collectives avec démocratie, il ne faut plus s'étonner de rien avec ces psychopathes, changer la signification d'un mot pour lui faire dire ce qui les arrange est une pure formalité.

### **Israël ou le fascisme ordinaire.**

#### **- Israël: Accord de coalition entre le Likoud et le Foyer juif - Reuters 21 février 2019**

Le Likoud et les ultranationalistes du Foyer juif ont annoncé mercredi la conclusion d'une alliance en vue des législatives israéliennes du 9 avril.

Le Likoud, auquel appartient le Premier ministre Benjamin Netanyahu, est en tête des intentions de vote et devrait être en mesure de former à nouveau une coalition gouvernementale avec l'extrême droite et les formations religieuses.

Benjamin Netanyahu a proposé de réserver deux ministères au Foyer juif, à condition qu'il fusionne avec Force juive, parti d'extrême droite dont les dirigeants se présentent comme les héritiers du rabbin Meir Kahane, assassiné en 1990, qui prônait le "transfert" des Palestiniens dans les pays arabes.

Le Foyer juif annonce dans un communiqué avoir accepté cette condition... Reuters 21 février 2019

### **- Israël : «Nouvelle Droite défend la majorité face aux droits de l'homme» - Libération 20 février 2019**

Le chercheur Denis Charbit explique comment le parti de Shaked, Nouvelle Droite, se différencie des autres formations extrémistes en affichant une façade modérée et en défendant un capitalisme «absolu».

Denis Charbit est chercheur à l'Université ouverte d'Israël et l'auteur d'Israël et ses paradoxes (Cavalier bleu, 2018).

Comment définir l'extrême droite israélienne ?

Historiquement, dans le pays, cette notion désigne les «kahanistes» [fidèles de Meir Kahane, dont le parti Kach, interdit en 1988, est considéré comme une organisation terroriste en Israël, dans l'Union européenne et aux Etats-Unis, ndlr]. Ce courant de pensée raciste irrigue toujours le groupuscule Otzma Yehudit (Puissance juive), traduction politique des «jeunes des collines» [colons suprémacistes cherchant l'affrontement avec les Palestiniens]. Pour passer le seuil de représentation à la Knesset, ils devraient s'allier au Foyer Juif et à l'Union nationale, dont le projet théocratique est de soumettre l'Etat à la halakha [ensemble des prescriptions religieuses] la plus stricte. Il y a aussi le parti Yachad de l'ultraorthodoxe séfearade Eli Yishaï, xénophobe et violemment homophobe, qui fait campagne sous le slogan «pour qu'il n'y ait plus d'enfants avec deux papas». Tous partagent un rejet frontal des Arabes.

Où situer la Nouvelle Droite d'Ayelet Shaked et Naftali Bennett dans ce panorama ?

Ils partagent avec eux la notion d'un Grand Israël [de la Méditerranée au Jourdain] et le refus d'un Etat palestinien et de toute négociation. Des positions qu'on retrouve aussi dans le Likoud, mais là où Shaked et Bennett diffèrent, c'est par leur remise en cause systématique des fondations libérales de l'Etat, symbolisées par la Cour suprême. S'ils ne se disent pas populistes, ils défendent une suprématie de la majorité face aux droits de l'homme, ce que le Likoud n'a jamais fait aussi ouvertement.

Le duo incarnerait donc une sorte de Likoud sous stéroïdes ?

Pas seulement. Ils s'éloignent d'abord de l'extrême droite classique par leur volonté d'être un parti de gouvernement : ils parleront des Palestiniens comme des ennemis, mais en évitant de «racialiser» leurs attaques, et défendront les droits LGBT. Il y a aussi leur attachement au capitalisme absolu. Etonnamment, leur figure tutélaire, c'est Ayn Rand [philosophe juive russo-américaine et athée, papesse du courant libertarien] dont ils partagent le culte des meilleurs, celui d'être un «killer» en tout. C'est pour cela que leur électorat n'est pas issu des classes populaires, à l'inverse du Likoud. Ils visent une cible plus jeune, mieux intégrée socialement, pour qui la modernité économique doit s'appuyer sur un socle traditionaliste. Il y a aussi leur côté «cash» sur les réseaux sociaux qui plaît, un côté bulldozer qui séduit dans un pays obnubilé par l'action. Libération 20 février 2019

### **- Ayelet Shaked, le nouveau virage de l'ultradroite israélienne Libération 20 février 2019**

La ministre de la Justice, qui vient de cofonder, à 42 ans, son parti, mélange nationalisme et libéralisme économique en vue des élections législatives d'avril.

Boutiques de luxe et voiliers : la marina de Tel-Aviv, un soir de mi-février. Dans le hangar rempli aux deux tiers où flottent des effluves de pop-corn, on croise principalement des quadras ainsi qu'une poignée de militaires. Pour la plupart des olim (juifs de la diaspora venus s'installer en Israël) anglophones venus voir le phénomène Ayelet Shaked en chair et en os.

La ministre de la Justice, 42 ans, a grandi à deux blocs de là. Mais la figure de proue de l'extrême droite israélienne n'est pas ici en terrain conquis, dans cette bulle de «gauchistes». Même si elle n'en montre rien, l'exercice en lui-même est délicat : un meeting exclusivement en anglais, qu'elle maîtrise bien moins que son alter ego Naftali Bennett, le ministre de l'Education né de parents américains avec qui elle vient de fonder le parti Nouvelle Droite.

Cette configuration en duo est sans précédent dans la politique israélienne. Le fruit d'un arrangement conclu en 2012 lors de leur OPA conjointe sur le Foyer juif, régénération de deux archaïques partis religieux pro-colons. En janvier, à la surprise générale, le tandem a lâché le Foyer juif, se plaignant d'avoir les mains liées par les rabbins du parti qui les auraient empêchés d'en faire une tente assez large pour déçus du Likoud de Benjamin Nétanyahou et colons messianiques de Cisjordanie. «Ça n'a pas marché», admet Shaked. Ce qui reste du Foyer juif, en chute libre dans les sondages depuis leur défection, cherche à fusionner avec deux groupuscules suprémacistes pour assurer sa survie. Une union encouragée par Nétanyahou en personne, qui leur a promis mercredi deux portefeuilles dans son hypothétique future coalition afin «qu'aucune voix de droite ne se perde».

## Remous

Sur le papier, Shaked est l'égale de Bennett, même si elle s'engage à lui laisser, pour l'heure, l'hypothétique fauteuil de Premier ministre («je dormirais bien la nuit si je le savais aux manettes»). Mais, séduits ou craintifs, c'est à elle que les médias israéliens prédisent un avenir au sommet de l'Etat hébreu, une destinée de Golda Meir ultradroitière dans l'Israël post-Nétanyahou. Echéance peut-être pas si lointaine. Cerné par les affaires, le Premier ministre brigue début avril un cinquième mandat dans ce que beaucoup voient comme une fuite en avant. Même réélu, son règne pourrait prendre fin dans un futur proche, coupé court par la justice. En tailleur bleu et col roulé, Shaked répond d'une voix monocorde au modérateur avant de se lever, mains dans les poches et menton en avant, pour s'adresser au public. Le caricaturiste d'Haaretz l'a griffonnée en Morticia de la famille Addams, avec le chauve Bennett en Oncle Fétide, celui du Globes en Terminator venue dire «Hasta la vista Bibi». Les mêmes clichés : la beauté glacée, voire maléfique. Shaked n'en joue pas, au contraire, et n'épouse pas non plus la familiarité provoc de Bennett, start-upper à kippa et ancien soldat d'élite. Tout sauf une passionaria. L'ex-ingénieure passée par le fabricant de calepines Texas Instruments parle comme une bureaucrate lassée de répéter des choses qui, selon elle, tombent sous le sens.

Interrogée sur les remous causés par la loi Etat-nation, jugée discriminatoire envers les minorités non juives, Shaked s'impatiente : «Tout le monde sait que chaque citoyen d'Israël jouit d'une totale égalité en matière de droits civiques. Les Druzes, les Arabes, ils le savent bien au fond de leur cœur.» L'accueil des réfugiés érythréens et soudanais en Israël ? «Ce n'est pas à nous de régler les problèmes de l'Afrique. Si l'on commence, tous voudront venir et il n'y aura plus d'Etat juif.» Shaked en a fait son credo : le maintien d'une majorité juive en Israël prime, y compris sur les droits de l'homme, même si elle assure vouloir concilier les deux autant que possible. Concernant les Palestiniens, elle érige le retrait de la bande de Gaza en épouvantail : «Qu'avons-nous eu en échange ? Terrorisme et roquettes. On ne va pas refaire ça en Judée et Samarie [nom biblique de la Cisjordanie, ndlr].» Opposée à la création d'un Etat palestinien, elle expose méthodiquement sa solution au conflit : annexer la «zone C» (60 % des Territoires occupés) et naturaliser les «100 000 Palestiniens [fourchette basse selon les analystes, ndlr] qui y vivent et qu'on peut absorber». Et pour les autres, qui vivent en zones A et B, soit les cités telles que Ramallah et les villages ? «Qu'ils se débrouillent en confédération avec Gaza et la Jordanie, qui est déjà à majorité palestinienne.» Mathématique, sans sentiment, même si le projet ressemble furieusement à la création de bantoustans.

Shaked a fait ses armes au côté de Nétanyahou, en tant que directrice de son cabinet de 2006 à 2008, quand ce dernier était au creux de la vague. Et comme tous ceux qui pouvaient lui faire de l'ombre, elle a été éjectée du Likoud. Elle reste pourtant magnanime envers le Premier ministre, qu'elle voit gagner et avec qui elle souhaite continuer à travailler. Mais elle témoigne aussi de son affection et «respect» pour le procureur général Avichai Mandelblit, l'homme qui tient le destin de «Bibi» entre ses mains. Habile. On murmure même que le magnat des casinos américain Sheldon Adelson, mécène de Nétanyahou, aurait changé de cheval et

miserait désormais sur elle et sa Nouvelle Droite, actuellement créditée d'environ sept ou huit sièges dans la future Knesset, ce qui en ferait le deuxième plus gros parti du bloc de droite.

## Bourgeoisie

«Les élections, on sait d'où on part mais jamais à combien on finit», balaye Shaked, qui appelle le général Benny Gantz, principal rival de Nétanyahou à la tête d'une formation centriste en plein boom dans les sondages, à la «modestie» : «Maintenir une coalition, c'est du boulot. Jongler entre Trump et Poutine, c'est du boulot. Il n'est pas prêt. Qu'il soit ministre d'abord s'il veut devenir un politicien.» Cet éloge de la patience éclaire la méthode Shaked. «Elle est moins dispersée que Bennett, explique le sondeur Camil Fuchs, de l'université de Tel-Aviv. C'est pour cela que beaucoup misent sur elle. Elle a démontré sa capacité à appliquer un agenda idéologique très ambitieux tant il est à droite, là où d'autres, comme la ministre de la Culture, ont échoué. Shaked, elle, ne bat pas un cil quand elle est attaquée ou retardée. Son ambition est de transformer profondément les structures du pays, qu'elle voit comme sous la coupe de la gauche, de l'université à la Cour suprême.» La ministre de la Justice a déjà bien amorcé sa révolution, plaçant des dizaines de juges conservateurs à tous les échelons.

Sur le versant économique, Shaked est acquise à l'ultralibéralisme le plus débridé, c'est sa vision de la modernité. Interrogée sur le coût du logement, sa solution se résume à «construire plus et mettre à bas la bureaucratie». Même chose sur le plan sociétal : non croyante et issue d'une famille aisée et politiquement modérée de Tel-Aviv, la ministre jure ne pas vouloir «forcer la religion dans l'espace public et la vie de tous les jours». Même si par le passé, le tandem Bennett-Shaked a fluctué sur la question, le premier accusé de bigoterie à géométrie variable, à l'instar de sa calotte de plus en plus petite en haut du crâne, et l'autre d'être seulement une caution laïque pour la bourgeoisie de la côte.

A la sortie du meeting, Jacob Cohen, natif de Chicago en doudoune et kippa, vante «une vraie pro, qui ne badine pas». Le vernis de respectabilité lui plaît («On n'est pas des fanatiques !») tout autant que sa radicalité comparé à Nétanyahou, jugé trop tiède. «Il a besoin d'être entouré de gens de la vraie droite, à l'ancienne, pour garder le cap.» Comme Ayelet Shaked. En attendant de lui confier les rênes ? Libération 20 février 2019

## **En complément dans la même rubrique. Le règne de la terreur idéologique.**

### **Comment faire pour stopper les Gilets Jaunes ? Leur interdire de manifester !**

- «Comment faire pour stopper la haine ?» - Liberation.fr 19 février 2019

- Pour Buzyn, le mouvement des gilets jaunes doit s'arrêter - L'Express.fr 18 février 2019

Agnès Buzyn, la ministre des Solidarités et de la Santé, a appelé dimanche à ce que les manifestations des gilets jaunes s'arrêtent, critiquant vivement la "radicalisation" du mouvement et les injures antisémites contre le philosophe Alain Finkielkraut samedi. L'Express.fr 18 février 2019

- Gilets jaunes : Éric Ciotti appelle à « interdire les manifestations » - Le Parisien 19.02

« Quatorze samedis de violence, c'est trop ». Le Parisien 19.02

### **L'antisionisme puni comme l'antisémitisme? Des députés veulent une loi - Le HuffPost 18 février 2019**

Plusieurs députés prévoient de proposer une résolution ou une proposition de loi afin que l'antisionisme - le fait d'être opposé à la création, l'existence ou l'extension de l'État d'Israël - soit reconnu comme un délit, au même titre que l'antisémitisme, a indiqué le député LREM Sylvain Maillard, à France info, ce lundi 18 février.

"La haine d'Israël est une nouvelle façon de haïr les juifs", estime le député de la majorité. "On peut critiquer le gouvernement d'Israël, mais pas remettre en cause l'existence même de cet État. Personne ne remet en question l'existence de l'État français ou de l'État Allemand".

Dans le détail, le projet est porté par un "groupe d'études", constitué d'une trentaine de parlementaires, et travaillant sur le sujet depuis plusieurs semaines. Deux options sont sur la table: une résolution qui serait votée par l'Assemblée nationale ou une proposition de loi. La décision des députés devrait être prise mardi 19 février, avant le discours du président de la République au Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif), indique le site d'information. Le HuffPost 18 février 2019

### **En Grande-Bretagne ils sévissent aussi (et ailleurs).**

- Royaume-uni: Corbyn désavoué par une scission au Labour - LeFigaro.fr 18 février 2019

Sept députés du Labour ont démissionné de concert, lundi matin, en protestation contre la gestion de Jeremy Corbyn, pour former un nouveau groupe indépendant au Parlement. Ils n'ont pas eu de mots assez durs pour condamner la dérive du Parti travailliste sous sa houlette. Antisémitisme, «complicité» dans le chaos du Brexit, noyautage du parti par son aile gauche, climat d'intimidation et d'agression contre les dissidents à la ligne officielle, trahison des valeurs traditionnelles de la gauche modérée: la liste des griefs est longue.

La députée de Liverpool Luciana Berger a été la cible d'une violente campagne de sa base locale cherchant à la destituer pour avoir dénoncé les attaques antisémites dont elle fait l'objet. «J'en suis venue à avoir honte de rester au sein du Labour, et je suis arrivée à la conclusion écœurante qu'il est devenu institutionnellement antisémite», explique-t-elle, dénonçant la complaisance de sa direction sur le sujet. Mike Gapes, membre du parti depuis cinquante ans, se dit lui aussi «dégoûté de constater que le Labour est devenu un parti raciste et antisémite». «Jeremy Corbyn est du mauvais côté de l'histoire sur tant de questions internationales, dont la Russie, la Syrie ou le Venezuela, estime-t-il. Un gouvernement dirigé par lui menacerait notre sécurité.»

«Nous ne pouvons plus faire campagne pour un parti mené par Jeremy Corbyn. Trop c'est trop!» renchérit Chris Leslie, élu de Nottingham. Le Labour «est noyauté par l'appareil politique de l'extrême gauche», déplore-t-il. Les désaccords dépassent le Brexit. Ils vont de la défiance à l'égard de l'Otan et «l'hostilité envers notre propre pays» à une idéologie de lutte contre des «ennemis de classe» et autres «opresseurs». LeFigaro.fr 18 février 2019

### **Là ils ne risquent pas de se mobiliser, on comprend pourquoi.**

Bulgarie : un défilé paramilitaire à Sofia rend hommage à un dirigeant pro-nazi - euronews 19.02

Une procession au flambeau pour rendre hommage à Hristo Lukov , un général bulgare pro-nazi de la Seconde guerre mondiale. A Sofia, plus de 2 000 militants d'extrême droite ont défilé. Certains sont venus d'Allemagne, de Suède ou de Hongrie.

La municipalité de Sofia avait bien tenté d'empêcher le défilé pro-nazi mais pour la seconde année consécutive, un tribunal a annulé l'interdiction votée par la mairie. euronews 19.02

Etrange silence de Finkelkraut et consorts. Non, c'est normal.

### **Finkelkraut incarne le totalitarisme et la terreur intellectuelle contre la démocratie.**

Tout ça pour en arriver à l'amalgame du complotisme et de l'antisémitisme. Cherchez le mobil, dans quel but ? Pour discréditer les auteurs de toute critique sociale ou politique. En les classant dans la même catégorie que les antisémites notoires, vous en faites des gens infréquentables, vous les excluez du champ médiatique, vous les faites disparaître ou taire.

Finkelkraut n'a fait l'objet d'aucune insulte antisémite, cette affaire a été montée de toutes pièces pour discréditer le mouvement populaire du 17 novembre, c'est tout. Ils l'avaient accusé d'être des ennemis de la planète, cela n'a pas marché, de néonazi, cela n'a pas marché davantage, d'homophobe, cela n'a pas marché non plus, de sexiste, encore moins, alors cette fois ils ont mis le paquet en sortant la cabale la plus scélérate qui soit. Que feront-ils la prochaine fois, comme en Ukraine ou en Syrie, ils tireront sur les manifestants et les forces de l'ordre pour interdire toute manifestation des Gilets Jaunes ?

Finkielkraut est une ordure finie, il est de toutes les saloperies, de tous les coups pourris, ses paroles sont pleines d'aigreur et de fiel, il pue la haine à plein nez, rien que son existence est une provocation insupportable à la dignité humaine.

On aura noté :

- L'ombre d'un doute: critique sociale et critique des médias = antisémitisme
- La vacuité du débat intellectuel et politique. Faute d'arguments, on injurie.
- Finkielkraut est un islamophobe notoire.
- Les identitaires sont au pouvoir.
- Le « philosophe » médiatique et ultrasoniste Alain Finkielkraut, connu pour ses prises de position réactionnaires, anti-jeunes (surtout s'ils sont issus des classes populaires) et islamophobes et qui est présenté par le Cercle des Volontaires comme étant « de gauche ». (<http://blogs.mediapart.fr/blog/frachon23>)
- Bernard-Henri Lévy fonde avec Alain Finkielkraut et Benny Lévy, à Jérusalem, l'Institut d'études lévinassiennes, consacré à la pensée et à l'œuvre du philosophe Emmanuel Lévinas, et dirige depuis 1990 la revue qu'il a fondée, La Règle du jeu. (Wikipédia)
- Finkielkraut : « Les noirs et les arabes ont la haine de la France » ou « les Antillais vivent de l'assistance de la métropole » ou encore « l'équipe de foot de France est 'black-black-black', [...] elle est devenue la risée de toute l'Europe ». ([anticons.wordpress.com](http://anticons.wordpress.com))

#### **- Shlomo Sand analyse le déclin des intellectuels français (1/3) - investigaction.net 18 janvier 2017**

Shlomo Sand est ce célèbre historien juif israélien, très courageux, qui a publié Comment le peuple juif fut inventé. Son récent livre La fin de l'intellectuel français ouvre des discussions intéressantes. Il analyse les causes du déclin de la pensée dans ce pays. De la pensée ? Non, plutôt, des intellectuels médiatisés.

Démontant les trucs et manipulations des BHL, Finkielkraut, Zemmour, Houellebecq, Val et autres Fourest, il pointe les principaux responsables de cette dégradation : les dirigeants des médias mainstream qui censurent les personnalités charismatiques, mais incontrôlables pour les remplacer par « l'autofabrication de leurs propres élites, des clerics qui se gardent de critiquer directement les véritables élites régnautes, qui savent parfaitement où se situe réellement le pouvoir et qui sont toujours disposés à accuser et à crucifier les misérables ». [investigaction.net](http://investigaction.net) 18 janvier 2017

Comment le peuple juif fut inventé : <http://www.librairie-quilombo.org/La-fin-de-l-intellectuel-francais>

Sand, Shlomo; La fin de l'intellectuel français, pp. 219-222. La Découverte, 2016.

[http://www.editions-ladecouverte.fr/catalogue/index-La\\_fin\\_de\\_la\\_\\_intellectuel\\_fran\\_\\_ais\\_\\_-9782707189394.html](http://www.editions-ladecouverte.fr/catalogue/index-La_fin_de_la__intellectuel_fran__ais__-9782707189394.html)

#### **Quelques rappels de ses méfaits.**

L'ordre dans lequel apparaissent ces citations n'est pas forcément chronologique, certains passages en indiquent le contexte ou précisent leurs liens idéologiques.

#### **Rappel de 1995 à 2004**

- Alain Finkielkraut, ses pensées immortelles - [legrandsoir.info](http://legrandsoir.info) 1er mai 2014

Sur le conflit israélo-palestinien et l'antisémitisme

« Israël n'avait pas d'autre choix que de tenter de juguler lui-même le terrorisme. Ce n'est pas parce qu'il n'y a pas de solution militaire qu'une réaction militaire est frappée d'illégitimité. [...] On ne peut à la fois terrifier les gens et leur demander d'obéir scrupuleusement aux conventions de Genève. » La Croix, 17 avril 2002.

« Dans un premier temps, on dit : les Israéliens sont des nazis, et tous les Juifs qui les soutiennent aussi. Dans un deuxième temps, une fois qu'on a nazifié les Israéliens, on reverse sur Israël l'image de la pieuvre ou de l'araignée et le discours paranoïaque des Protocoles des Sages de Sion : ce sont les Juifs qui tirent tous les fils. » L'Arche, mai-juin 2002.

« Pour Le Monde diplomatique et pour Télérama, tous les sionistes sont des chiens, presque tous les Juifs sont des sionistes et donc des chiens, sauf Rony Brauman, ce juif qui sauve l'honneur. » Le Point, 3 octobre 2003.

« Hier, l'idéologie marxiste réduisait la réalité à la lutte des classes : tout était ramené à l'exploitation. Aujourd'hui, l'idéologie antiraciste réduit la réalité à la grande antithèse de la discrimination et des droits de l'homme : tout est ramené à l'exclusion. De la pluralité humaine et de la complexité du monde, il ne reste que deux camps : les oppresseurs et les opprimés. Dans l'idéologie communiste, l'opresseur avait le visage du bourgeois. Dans l'idéologie antiraciste, l'opresseur a le visage du nazi. Les juifs n'étant plus les opprimés, il faut donc qu'ils soient des nazis. » L'Express, 30 août 2004.

« Juppé a été très atteint, parce que 10 ans d'inéligibilité, ça veut dire aussi 10 ans... où il est rayé des listes électorales. C'est-à-dire, cet homme, qui a fait cette carrière, ne peut plus voter. C'est-à-dire, c'est le déshonneur auquel on condamnait les collabos après 1944 ! » France Culture, 23 octobre 2004.

À propos de « Underground », film réalisé par Emir Kusturica.

« Il [le jury de Cannes] a honoré un illustrateur servile et tape-à-l'oeil de clichés criminels ; il a porté aux nues la version rock, postmoderne, décoiffante, branchée, américanisée, et tournée à Belgrade, de la propagande serbe la plus raboteuse et la plus mensongère. [...] Ce que Kusturica a mis en images, c'est le discours même que tiennent les assassins pour convaincre et pour se convaincre qu'ils sont en état de légitime défense car ils ont affaire à un ennemi ». Le Monde, 2 juin 1995.

Nota bene : quelques mois plus tard, l'éminent philosophe avouera dans Libération ne pas avoir vu le film : « Maintenant que j'ai pu voir le film, je reconnais que j'ai été injuste avec Emir Kusturica. [...] Ce film crée un genre nouveau : la propagande onirique. [...] Mensonges, démesure et citations : les naïfs en prennent plein la vue et les cyniques relèvent la tête ». (Source : <http://www.acrimed.org/article4316.html>)

## **Causerie du 7 octobre 2015**

Après avoir privatisé les profits, pourquoi ne pas privatiser la démocratie ?

- La démocratie peut-elle encore résister à la crise ? - slate.fr

## **Octobre 2003**

Au sujet du sionisme, Alain Finkielkraut a émis une critique virulente, écrivant que « pour Le Monde diplomatique et pour Télérama, tous les sionistes sont des chiens, presque tous les Juifs sont des sionistes et donc des chiens, sauf Rony Brauman, ce juif qui sauve l'honneur [La querelle Finkielkraut-Brauman », Le Point, 3 octobre 2003.]. » (Wikipedia, page sur Le Monde diplomatique)

LVOG - Si "presque tous les Juifs" étaient des sionistes, il ne serait pas plus du double à vivre en dehors d'Israël ! Sans parler que plus de 80% des juifs ne sont pas des sémites, contrairement aux Palestiniens et aux Saoudiens notamment, ce qui explique en partie la détestation des Palestiniens et l'alliance avec les Saoudiens...

Gérald Bronner, Rudy Reichstadt et Pierre-André Taguieff: les experts du chantage à la « théorie du complot » par Galil Agar, le 2 février 2016

Rappel : « Deux millions de musulmans en France, ce sont deux millions d'intégristes potentiels. » Pierre-André Taguieff, France Inter, 1997.

Extrait.

Régulièrement sollicités par les médias de masse et les organes institutionnels qu'ils ménagent assez complaisamment dans leurs analyses, Gérald Bronner, Rudy Reichstadt et Pierre-André Taguieff ont pris la fâcheuse manie d'assimiler toute critique sociale et politique d'envergure à une ténébreuse « théorie du complot ».

Bronner oscille donc entre le rôle de policier de la pensée chargé de donner aux médias les limites au-delà desquelles ils sont susceptibles de se faire qualifier de complotistes, et pourvoyeur d'arguments biaisés lorsque les mêmes médias cherchent à légitimer leur autocensure concernant les sujets les plus sensibles. Comme le suggère l'article de l'équipe rédactionnelle de ReOpen911 :

« Gérald Bronner est un universitaire régulièrement sollicité par les journalistes et dont le rôle consiste avant tout à les rassurer dans leurs préjugés, dans leurs croyances, de les conforter dans l'idée que le sujet ne mérite pas d'être étudié, analysé et qu'ils n'ont donc pas failli à leur devoir » .

Rudy Reichstadt (à droite) et son maître à penser Pierre-André Taguieff ont notamment participé ensemble à un séminaire organisé par la revue de BHL la Règle du jeu le 16 juin 2013

Pierre-André Taguieff : Du CRIF au Parti Socialiste en passant par le MRAP et la LICRA...

Près de 15 ans après sa mort, le sociologue Pierre Bourdieu demeure l'une des cibles de prédilection des chasseurs autoproclamés de « complotistes » et d' « antisémites » en France

La disqualification par l'accusation d'antisémitisme, Taguieff en a fait une spécialité. Les sociologues Patrick Champagne et Henri Maler rapportent une anecdote assez édifiante à ce sujet, dans un article intitulé « Usages médiatiques d'une critique « savante » de la « théorie du complot » » (Revue Agone, 24/01/12). Ils relatent un entretien entre Alain Finkielkraut et le linguiste sioniste Jean-Claude Milner datant du 13 janvier 2007, dans l'émission « répliques » de France culture. Milner fit à cette occasion la déclaration suivante sur l'ouvrage de Pierre Bourdieu Les héritiers, les étudiants et la culture (Avec Jean-Claude Passeron, Editions de Minuit, 1964) : « J'ai ma thèse sur ce que veut dire "héritiers" chez Bourdieu : les héritiers, c'est les Juifs ! (...) Je crois que c'est un livre antisémite » ...

Champagne et Maler relatent ensuite un second entretien, toujours sur France Culture, entre Raphaël Enthoven et Pierre-André Taguieff, datant du 18 décembre 2009. Enthoven y revint sur les propos de Milner en demandant à Taguieff :

« Vous iriez jusqu'à dire, comme Jean-Claude Milner sur les ondes de France Culture que Les Héritiers de Bourdieu c'est un livre sur les juifs ? ». Et Taguieff de répondre : « Non ça je... on peut soutenir cette thèse, mais ce n'est pas la mienne. Non moi je vois simplement la sociologie de Bourdieu comme une sociologie s'intéressant aux stratégies liées à des réseaux qui complotent. Je pense que le modèle, le paradigme de la pensée de Bourdieu est un modèle conspirationniste. »

Champagne et Maler donnèrent l'analyse suivante de cette déclaration:

« En soutenant qu'il s'agit d'une « thèse » qui « peut se soutenir » Taguieff entretient donc le doute – un doute qui lui fournit l'occasion de réaffirmer « simplement » que la sociologie de Bourdieu repose sur « un paradigme » : façon pseudo-savante de désigner un modèle sous-jacent, complotiste évidemment (...) Ainsi, les critiques englobantes de la « théorie du complot » ne se bornent pas à débusquer des interprétations abusives ou délirantes : ils les amalgament et leur amalgament tout ce qui, de près ou de loin, mais surtout de loin, leur déplaît » .

On voit par quels ressorts Taguieff entretient le doute sur l'antisémitisme présumé de Bourdieu. Dans une tribune intitulée « Après Bourdieu, à qui le tour ? » (8 février 2007), le philosophe Jacques Bouveresse

répliqua aux propos de Milner de la manière suivante, qui , a posteriori, pourrait tout aussi bien s'appliquer à Taguieff :

« Ce n'est pas un hasard si ces propos visent un sociologue, et, qui plus est, un sociologue critique. Il serait piquant si le sujet prêtait à rire de rappeler que la sociologie dès ses origines, parce que son père fondateur, Durkheim, était fils de rabbin, fut traitée de « science juive ». Sociologue antisémite, science juive, ces anathèmes ne révèlent qu'une chose : les sciences sociales, dès lors qu'elles dévoilent la réalité des mécanismes sociaux, sont dérangeantes.

Au-delà, l'usage de cette injure, qui atteint également la personne de Jean-Claude Passeron, coauteur des Héritiers, est le symptôme de la vacuité du débat intellectuel et politique. Faute d'arguments, on injurie. Mais, à force de manier l'injure n'importe comment, ce sont les actes et les paroles réellement antisémites ou racistes que l'on banalise. » Par Galil Agar le 02 février 2016

### **Le 19 mars 2003**

- Les Etats-Unis ont lancé une pluie de missiles sur Bagdad. - Arretsurinfo.ch 19 mars 2017

- En France Pascal Bruckner, Bernard Kouchner, Alexandre Adler, Alain Finkielkraut notamment, ont soutenu cette guerre. Arretsurinfo.ch 19 mars 2017

LVOG - Et ils ont soutenu toutes autres depuis 2003...

### **Un article de la Voix de l'Opposition de gauche du 29 novembre 2005 : De la démocratie à la dictature...**

Le contexte : Jeudi 24 novembre. La liberté sous haute surveillance.

Extrait.

Les députés ont achevé l'examen en première lecture du projet de loi de lutte contre le terrorisme présenté par Sarkozy, dont l'objet était selon lui, de "prévenir et non de subir" la menace d'attentats en France.

Revenons sur la révolte des banlieues ouvrières des dernières semaines.

Dans une longue interview qu'il a donnée au quotidien israélien Haaretz le 18 novembre, il a développé sans retenue sa verve haineuse envers les Arabes et les Noirs.

En bon valet du pouvoir, il commence par se faire l'écho des déclarations de Sarkozy et de Le Pen, d'après lui : « Il est clair que nous avons affaire à une révolte à caractère ethnico-religieux. », puis il renchérit : voir dans les émeutes « une réponse au racisme français, c'est être aveugle à une haine plus large : celle de l'Occident », car en réalité « Il s'agit d'un pogrom antirépublicain : il y a en France des gens qui haïssent la République. », ce qui nous paraît tout à fait normal et salubre, puisqu'il s'agit d'une république bourgeoise. Mais le pire c'est qu'on leur donnerait raison, puisqu'« on change l'enseignement de l'histoire coloniale et de l'esclavage. Désormais, on enseigne qu'ils furent uniquement négatifs, et non que le projet colonial entendait éduquer et amener la culture aux sauvages. », rendant ici un brillant hommage à l'esclavagisme élevé au rang d'« éducation » et de « culture », vous aurez sans doute noté au passage qu'ils étaient déjà des « sauvages », donc de là à penser qu'ils le sont restés, il n'y a qu'un pas que nous suggère de faire ce minable sioniste. Et comme il ne semble rien comprendre ou tout confondre, notre philosophe de pacotille s'interroge benoîtement : mais « Qu'a fait ce pays aux Africains ? Que du bien. A mon père, il a fait subir cinq ans d'enfer. Pourtant, je n'ai jamais été éduqué dans la haine. Or celle des Noirs (contre la France) est pire encore que celle des Arabes. », il est décidément intarissable sur les bienfaits de l'esclavage ce nationaliste partisan du communautarisme.

Pour résoudre le problème de manière expéditive, il préconise une solution à Sarkozy. Puisque ces jeunes ne se sentent pas très bien dans leur ghetto « Mais personne ne les retient ici de force. », donc, qu'ils dégagent ces Noirs et ces Arabes !

Le reste de son interview exhale la même puanteur fétide, toutefois nous ne pouvons pas vous épargner sa conclusion, car elle vaut son pesant de venin anti-ouvrier: « L'antiracisme sera au XXI<sup>e</sup> siècle ce que fut le communisme au XX<sup>e</sup> », car cet idéologue rongé par une médiocrité intellectuelle précoce, profite de chaque occasion pour exprimer sa haine viscérale du communisme qu'il amalgame au stalinisme, alors que le stalinisme n'est pas le produit du communisme mais bien celui du capitalisme.

Bien que Finkielkraut se soit excusé une semaine plus tard sur Europe 1, il aurait été « victime d'un immense malentendu » avec les rédacteurs du quotidien israélien Haaretz, nous ne pouvions pas passer sous silence son interview qui n'en demeure pas moins une saloperie immonde.

**Un article de la Voix de l'Opposition de gauche du 6 décembre 2005 : La réaction sur toute la ligne : Haro sur les jeunes, les parents, les enseignants, les immigrés !**

Extrait.

Le 4 décembre : Sarkozy vole au secours de l'intellectuel nauséabond Finkielkraut. Dans notre éditorial de la semaine dernière nous avons évoqué les propos racistes que Finkielkraut avaient tenus dans un journal israélien.

Lors du grand jury RTL-LCI-Le Figaro de dimanche dernier, Sarkozy très enthousiaste a tenu à le féliciter et à le soutenir suite à l'indignation qu'avait provoqué ces propos, que Le Pen n'aurait pas démentis : "M. Finkielkraut est un intellectuel qui fait honneur à l'intelligence française et s'il y a tant de personnes qui le critiquent, c'est peut-être parce qu'il dit des choses justes".

Gageons que tous les intellectuels n'ont pas le même sens de l'honneur que Sarkozy et Finkielkraut, et qu'ils ont un peu plus d'intelligence.

### **Qu'est-ce la Fondation Saint-Simon**

Issue des milieux anti-communistes de la Guerre froide, la Fondation Saint-Simon a discrètement rassemblé en France, dans les années 80 et 90, des personnalités politiques, économiques, culturelles et médiatiques. Entre autres membres éminents...dont Finkielkraut

Membre du Club de La Haye, un réseau international de think-tanks animé par la CIA, la Fondation Saint-Simon a éclipsé les intellectuels de la gauche non-atlantiste et imposé une forme de pensée unique en France.

Son fondateur et premier président, l'historien François Furet, ne faisait pas mystère d'avoir noué des contacts avec la CIA après avoir rompu avec le Parti communiste. De plus, il se présentait comme le continuateur de l'oeuvre de Raymond Aron, un intellectuel anti-communiste qui anima le Congrès pour la liberté de la culture, une vaste opération de la CIA pour manipuler les intellectuels ouest-européens et les enrôler dans la Guerre froide. Malgré ces indices, les liens éventuels de la Fondation Saint-Simon avec les services états-uniens ne furent jamais discutés.

La face cachée de la Fondation Saint-Simon (10.02.2004) -  
<http://www.luttedeclassé.org/dossier/saintsimon.pdf>

Avec BHL Bernard Henri Levy, Phillippe Val, Christine Ockrent, Nicole Bacharan, André Glucksman, Bernard Kouchner, il est membre du Cercle de l'Oratoire

[http://www.luttedeclassé.org/dossier3/le\\_cercle\\_de\\_loratoire.pdf](http://www.luttedeclassé.org/dossier3/le_cercle_de_loratoire.pdf)

Mon ami Alain Finkielkraut.

Soutien inconditionnel à Israël et engagé à droite, il se présente comme un « Juif de combat » et se définit comme « sécuritaire », « réactionnaire » et partisan d'une « révolution conservatrice », se revendiquant de la « droite sauciflard ». Gilles-William Goldnadel se déclare « hostile à toutes formes d'antisémitisme et d'antisémisme indépendamment de leur orientation politique ». Dans le cadre de sa défense de la politique

d'Israël, il s'oppose notamment à d'autres intellectuels juifs tels que Bernard-Henri Levy et Alain Finkielkraut qui, eux, expriment leurs réserves. L'historien Jérôme Bourdon le décrit comme un « militant proisraélien radical ». Michel Tubiana, président d'honneur de la Ligue des droits de l'homme, le décrit comme quelqu'un de « fanatiquement, obsessionnellement, pro-israélien ». Les auteurs du livre OPA sur les Juifs de France (2006) l'accusent quant à eux de « [flirter] parfois avec la nouvelle droite, version relookée de l'extrême-droite », tandis qu'un spécialiste de ces courants politiques, Jean-Yves Camus, écarte le qualificatif d'extrême-droite pour le rattacher « au courant néo-conservateur juif qui [a pris] son essor dans les années 2000 ». (Biographie de Gilles-William Goldnadel sur Wikipédia)

### **Gilles William Goldnadel - Dans son Bloc-note - Actualité juive - N° 1281 – Atlantico.fr Jeudi 19 décembre 2013**

- ... la semaine dernière, mon ami Alain Finkielkraut reconnaissait : « les juifs, de plus en plus, doivent s'excuser d'Israël, quoi qu'ils disent et quoi qu'ils fassent, et cela ne suffit jamais. Je suis sans cesse ramené à ma défense d'Israël, critiqué moi-même pour ma défense d'Israël alors que je suis signataire de J Call... Cela ne suffit pas. Au fond, viendra le jour où, pour que les juifs redeviennent acceptables, il faudra qu'ils se désolidarisent solennellement d'Israël ».

### **Causerie du 12 janvier 2014**

Interdiction de Dieudonné / Clash entre Plantu et Finkielkraut . (+ de 500.000 visionnages en une journée)  
<http://www.youtube.com/watch?v=YODdfx7nHBk>

Finkielkraut : "La justice sans force disait Pascal est impuissante, il faut allier la justice et la force, faire en sorte que le juste soit fort, et c'est exactement ce qu'a fait le ministre de l'Intérieur".

La justice a dit à Nantes : j'autorise ce spectacle, la force c'est quoi alors, le Conseil d'Etat présidé par le Premier ministre dont les membres sont nommés et non élus qui décrète l'interdiction.

Soyons plus précis, selon ce prédicateur du sionisme qui entend bâillonner la liberté d'expression, la justice est faible si elle n'est pas placée sous l'autorité d'une institution supérieure qui incarne la force, en réalité le pouvoir politique de la classe dominante, si elle ne lui est pas entièrement soumise ou dévouée, autrement dit la justice ne peut pas revendiquer son indépendance, c'est un droit illégitime.

En France, c'est le Conseil d'Etat et le Conseil constitutionnel qui remplissent le rôle de protecteurs des institutions antidémocratiques de la Ve République ou du régime en place, celui de la force dont parle Finkielkraut, dans d'autres pays ce sera l'armée, un tribunal militaire, dès lors on comprend pourquoi tous les chefs d'Etat qui se sont succédés sous la Ve République ont soutenu dictateurs et tyrans en Afrique et ailleurs dans le monde.

Absolument rien ne permet de distinguer l'UMP du PS sur cette question déterminante qu'est l'Etat.

La réaction de Plantu arrive trop tard, c'est sans doute pour cette raison qu'il se réveille, cela ne lui coûte rien. Mais bon, c'est mieux que rien car du coup un des plus fameux représentants du sionisme en France, Finkielkraut, est obligé de se défendre, et comme toujours dans ces cas-là il commet de monstrueuses maladresses qui dévoilent sa véritable nature, derrière lesquelles surtout la vérité commence à reprendre ses droits, l'imposture de Hollande-Valls est dévoilée ou devient indéfendable.

Passage ajouté :

Dans l'esprit d'un Finkielkraut, la justice sans le recours à la force est inconcevable, c'est ainsi que la justice se confond avec les forces de l'ordre, l'appareil militaro-policier de l'Etat, on pourrait en dire autant du Conseil d'Etat et du Conseil constitutionnel qui sont des tribunaux d'exceptions dépendant directement du pouvoir politique, institutions qui surveillent le pouvoir judiciaire et se substituent à lui en cas de faiblesse ou quand il fait preuve de relents d'indépendance décrétée insupportable sous une dictature, néolibérale, celle de l'oligarchie financière qui désormais dicte sa politique au gouvernement français qui s'en fait volontiers le porte-parole.

Notons au passage que personne n'a usé de la force pour obliger l'Etat sioniste à appliquer les décisions de l'ONU depuis 1947, une faiblesse qui a pour origine l'hégémonie exercée par l'impérialisme américain au sein de cette institution au cours du XXe siècle et sa collusion permanente avec Israël qui sert ses intérêts au Moyen-Orient notamment. Quand la notion du droit se confond avec le recours à la force pour le faire appliquer, on n'est pas dans une démocratie, mais sous une dictature.

Et on peut ajouter en février 2019, rien ne permet de distinguer LREM de l'extrême droite en France et en Israël.

#### **Causerie du 4 février 2014**

- Alain Finkielkraut s'emporte contre la « malédiction d'Internet » - LeMonde.fr 31.01

Selon le philosophe, « Internet devient un immense cloître où les sphincters de la liberté ne cessent de déverser leurs productions innombrables » sur BFM-TV vendredi 31 janvier au matin.

En 2009, il avait déclaré dans l'émission Arrêt sur images qu'Internet était « la poubelle de toutes les informations ». LeMonde.fr 31.01

#### **Causerie du 3 mai 2014**

Au crépuscule d'un régime en putréfaction.

- De quoi Alain Finkielkraut est-il le nom ? - LePoint.fr

De rien, à part lui-même, mais pour l'élite qui sert le régime.

- Sébastien Le Fol pour Le Point. "Avec lui, ce n'est pas la France moisie qui va siéger à l'Académie, mais l'esprit de la Fronde et des Lumières, à la fois alerte et mélancolique, qui va, espérons-le, se rallumer." LePoint.fr 02.05

#### **Le 13 mars 2015.**

Slobodan Despot: Il est caractéristique qu'Alain Finkielkraut ait dû me désinviter de son Répliques consacré à l'Ukraine suite à la réaction épouvantée d'un invité issu de ce milieu à la seule mention de mon nom. À quoi leur servent leurs titres et leurs « travaux » s'ils ne peuvent endurer un échange de vues avec un interlocuteur sans qualification universitaire ? (arretsurinfo.ch 13.03.2015)

#### **Causerie du 19 mai 2015**

Revue des Deux mondes.

Fondée le 1er août 1829 par Prosper Mauroy et par Pierre de Ségur-Dupeyron, et éditée par François Buloz qui en devient le rédacteur en chef en 1831.

François Buloz avait soutenu Adolphe Thiers...

Éloge d'Alain Finkielkraut, par Michel Crepu (Revue des Deux Mondes) 4 novembre 2013

Le FN lance le Clic (Culture, libertés et création), son collectif culture, avec le soutien de BB - Le Figaro 03.06.2015

Sébastien Chenu (RN)

Sébastien Chenu a évoqué également une brochette d'intellectuels, tels Alain Finkielkraut, Michel Houellebecq, Éric Zemmour ou Michel Onfray, en estimant que leurs analyses convergeaient « bien souvent » avec celles du Front national. « Ces intellectuels ont, comme nous, les yeux ouverts sur notre

pays», a-t-il insisté en considérant que la bataille intellectuelle était «en train d'être gagnée». «Elle précède toujours la victoire politique» a-t-il ajouté... Le Figaro 03.06.2015

### **Le 9 juillet 2015**

Alain Finkelkraut signe une pétition polémique sur le très conservateur hebdomadaire Valeurs actuelles. Il s'engage pour "sauver les églises de France" d'un péril islamiste. HuffPost 9 juillet 2015

### **Causerie du 17 août 2015**

Qui a dit ?

« Il est vrai que contrairement aux salafistes, les Portugaises se sont bien intégrées en France. Très vite, elles ont appris à se raser ».

Réponse : Le furieux sioniste Alain Finkelkraut a commis cette délicatesse.

### **Le 25 janvier 2016**

« Né depuis peu » le débat sur l'identité nationale ? Alain Finkelkraut – abus de modestie ? – semble oublier qu'il est l'un des promoteurs de sa mise à l'agenda médiatique, comme le montre un bref inventaire des thèmes traités dans « Répliques », qu'on lira en suivant la note [3].

note 3 :

- 03/10/2015, « Situation de la France »
- 12/09/2015, « Raconter la France »
- 10/01/2015, « La France d'hier et d'aujourd'hui »
- 26/04/2014, « L'histoire de France a-t-elle encore un sens ? »
- 11/06/2011, « Au cœur de la France »
- 05/06/2010, « Retour sur l'identité nationale »
- 29/12/2007, « La France et la question de l'identité »
- 24/03/2007, « C'est quoi, une France fraternelle ? »
- 06/01/2007, « La France et ses nouveaux enfants »
- 14/10/2006, « La France est-elle encore aimable ? »
- 11/03/2006, « La France face aux communautés »
- 19/11/2005, « Le malaise français »

(acrimed.org)

### **Le 6 février 2016**

- Finkelkraut et son obsession de l'islam : un danger pour le vivre ensemble par Chems Eddine Chitour - legrandsoir.info 6 février 2016

Extrait.

« En fait, Alain Finkelkraut est avant tout un intellectuel communautariste pro-israélien, et qui se permet de donner des leçons de patriotisme à la France entière ! Finkelkraut passe le plus clair de son temps à défendre la République contre les assauts du démon communautariste, mais que fait-il finalement ? Défendre les intérêts de sa communauté, devenant ainsi lui-même un communautariste. Alain Finkelkraut rejette le concept d'une société française multiculturelle. Pourquoi Finkelkraut dit-il systématiquement qu'une société multiculturelle est incompatible avec le concept de nation ? Qu'y a-t-il d'antinomique ?

On sait que Finkelkraut défend le sionisme, qui est un colonialisme. Par son comportement il rappelle les naturalisés européens non français pendant la colonisation en Algérie. Pour s'affirmer, ces derniers en

rajoutent. Ils cassent de l'Arabe pour être reconnus comme blancs à part entière par les colons français de souche. Le même racisme antiarabe, se retrouve chez les Israéliens contre les Arabes israéliens.

En son temps, Pascal Boniface avait dénoncé dans son ouvrage, d'une façon plus générale les intellectuels faussaires. « Qui sont donc ces maîtres incontestés de la manipulation des esprits, ces illusionnistes de la science infuse, dont le prisme déontologique sélectionne soigneusement les causes à défendre en fonction des intérêts supérieurs qu'elles servent, et du profit personnel qu'il y a à en tirer ? (...) En tête de liste, il y a l'influent Bernard Henry-Lévy, alias BHL le « seigneur et maître des faussaires », (...) Alain Finkielkraut le talon de près, lui « qui a contribué à alimenter la peur d'une grande partie de la communauté juive en grossissant de façon démesurée l'antisémitisme en France ». (...) La malhonnêteté intellectuelle a ses stars, qui lorgnent toutes sur la consécration médiatique en s'engageant dans le sens du vent, sur le dos d'un ennemi commun, et très tendance « l'islamofascisme », et de peurs irrationnelles à faire frémir dans les chaumières « l'islamophobie ».

Le sociologue Michel Wieviorka estime quant à lui qu'Alain Finkielkraut « fait partie de cet ensemble d'intellectuels qui, depuis 25 ans, ont mis en avant une vision outrée et « républicaniste » de l'idée républicaine. Du coup, ses propos sont devenus éloignés des réalités. (...) Finkielkraut s'est enfermé dans une logique incantatoire, qui ne peut déboucher que sur des propos extrêmes et sur l'appel à la répression policière. Wieviorka a également pointé un paradoxe d'Alain Finkielkraut, qualifiant l'intellectuel de « républicano-communautariste » : « Il prêche l'idée républicaine un jour sur France Culture et, le lendemain, dans Haaretz ou sur des radios juives, il se présente comme un intellectuel participant au monde juif. » Pascal Boniface, par ailleurs critiqué par Finkielkraut, émet un jugement analogue, observant chez l'intellectuel des « contradictions entre un universalisme revendiqué et un communautarisme forcé ». Éric Hazan reproche à Alain Finkielkraut une perte d'objectivité au sujet d'Israël, et voit en lui « la Star Academy du sionisme français ». legrandsoir.info 6 février 2016

### **Le 17 avril 2016**

Les images du philosophe Alain Finkielkraut invectivé samedi soir place de la République ont suscité dimanche des réactions indignées au sein de la classe politique française, la droite dénonçant "l'intolérance" du mouvement Nuit debout.

On y entend: "Casse-toi, sale facho", "Allez, bouge, bouge", "Dégage". Le polémiste, furieux, répond: "Fasciste!", hurle "Gnagnagnagnagna, pauvre conne" à une femme, avant de tourner les talons. En quittant la place, il lance: "Ça va, je me fais insulter, je peux répondre aussi".

Le député Les Républicains Eric Ciotti et la députée Front national Marion Maréchal-Le Pen ont tous deux estimé que Nuit debout avait montré son "vrai visage": "celui de la haine et de l'intolérance". AFP 17 avril 2016

### **Le 27 avril 2016**

Lors d'une intervention remarquée à la Bourse du Travail, mercredi dernier, Lordon a donné sa vision de ce que devait être Nuit Debout. Justifiant l'expulsion de Finkielkraut de la place de la République, il se positionne contre une «démocratie inclusive», qui prônerait le débat pour le débat, et lui préfère un militantisme assumé. «Ce pays est ravagé par deux violences à grande échelle: la violence du capital, et la violence identitaire raciste, cette violence dont Finkielkraut est peut-être le propagateur le plus notoire.» «Nous ne sommes pas amis avec tout le monde, et nous n'apportons pas la paix», a-t-il ainsi martelé. Le Figaro 27.04.2016

### **Le 28 avril 2016**

L'académicien a fustigé la virulence de Nuit Debout toute entière («cette démocratie, c'est du mensonge, cette pluralité, c'est du bobard») mais c'est un seul côté de la place qui l'a insulté. Le côté ouest...

L'intellectuel, que l'on voit dans les vidéos déboucher de l'espace situé autour de la statue au moment de l'agression verbale, n'avait sans doute pas conscience qu'il avait pénétré un autre territoire de Nuit Debout, qu'il avait franchi la frontière, là où le principe dionysiaque –changeant, chaotique, violent– domine sur

l'apollinien –mesuré, ordonné, solaire. «Il a fait le tour de la place et il est allé plus aux alentours de la statue –donc il s'est éloigné de l'assemblée populaire–, où il y a des personnes qui traînent, qui sont moins intéressées par l'ambiance et le dialogue», avait alors déclaré à Europe 1 Marion, témoin de cette scène et très consciente de cet enjeu spatial.

Les propos des journalistes et de commentateurs immédiatement après témoignent du statut «secondaire» et moins noble qu'occupe dans leur esprit cette seconde partie de la place: «Alain Finkielkraut a pu assister à l'assemblée populaire et a ensuite été éconduit par une poignée de personnes, en marge du mouvement Nuit Debout», écrit Europe 1. «En marge», oui, si l'on considère que cette partie de la place n'est pas Nuit Debout, une affirmation qui en dit long sur la gêne que ressent la tête à l'égard de son ventre. Cachez ces bruits d'intestin impolis! Slate.fr 28.04.2016

### **Le 8 mai 2016**

"L'antisémitisme ravage ce parti" (le parti travailliste - ndlr), a jugé Alain Finkielkraut, avant de relier cette polémique à l'élection municipale londonienne. Sadiq Khan "ne manifeste pas la moindre complaisance pour ce genre de propos. Il les condamne avec la plus extrême fermeté (...) Reste que cette image de la victoire du musulman pauvre sur le juif riche me laisse un goût amer", a-t-il conclu. Lexpress.fr 08.05.2016

LVOG - Qui alimente l'amalgame juif égal riche, ne pense qu'au fric ? Ces salopards de sionistes. Après ils accusent d'antisémitisme ceux qui l'emploient parce qu'ils sont musulmans ou combattent la politique du gouvernement israélien.

### **Causerie du 12 mai 2016**

Qui a dit ?

- "Cette image de la victoire du musulman pauvre sur le juif riche me laisse un goût amer".

Réponse : Alain Finkielkraut à propos de l'élection de Sadiq Khan à la mairie de Londres. Lefigaro.fr 08.05

Qu'est-ce qui peut rivaliser avec un juif riche ? Voyons, personne. A part cela, ce n'est pas eux qui alimentent en permanence l'antisémitisme.

### **Le 25 mai 2016**

Ministre de la culture accusé de révisionnisme, Zlatko Hasanbegovic est le personnage le plus controversé du gouvernement ultraconservateur croate. Une tribune publiée mardi 24 mai dans Libération et signée par plusieurs intellectuels européens parmi lesquels Alain Finkielkraut ou Annette Wieviorka dénonce notamment son « idéologie » destinée à « mettre en cause les vérités historiques et les valeurs fondamentales » de l'Union européenne. LeMonde.fr 25 mai 2016

### **Le 3 juillet 2016**

- Pour la France, c'est officiel : critiquer Israël est une forme d'antisémitisme Par Guillaume Weill Raynal - arretrurinfo.ch le 3 juillet 2016

La semaine dernière, lors d'une réunion de l'OSCE à Bucarest, le préfet « DILCRA » Gilles Clavreul qui représentait la France a « largement poussé » en faveur d'une résolution assimilant la critique de la politique d'Israël à l'antisémitisme.

Une thèse désormais quasi-officielle.

En général, cette idée s'exprime de manière plus subtile. « Bien entendu, il est légitime de critiquer Israël ! » s'écrient-ils la main sur le cœur. A condition, précisent-t-ils, de ne pas verser dans une critique excessive qui viendrait... « délégitimer » Israël. Vertigineuse tautologie ! Car le critère qui pourrait aider à distinguer la critique légitime de la critique quidélégitime demeure introuvable. Finkielkraut avait proposé, il y a quelques

années, le critère de la « satanisation », ce qui – faute de plus de précision – ne faisait guère avancer le débat. Après tout, peu importe. Il suffit d'affirmer. Car il s'agit en réalité d'un jeu qui, ignorant toute argumentation, ne connaît pas d'autre règle que celle de la logomachie péremptoire. Et ça marche ! Par essence, ce qui est délégitimé n'a pas vocation à exister, est voué à disparaître. La critique délégitimante d'Israël vise donc à sa destruction, à son anéantissement. Et voilà ce qui fait, Monsieur, qu'elle est antisémite... CQFD.

Cette rhétorique peut faire sourire lorsqu'elle émane de milieux communautaires, militants, ou d'intellectuels-relais dévoués à leur cause. Mais, plus inquiétant, depuis plusieurs mois, la France la reprend à son compte, par la voix de ses représentants les plus officiels. En janvier dernier, déjà, Manuel Valls n'avait pas craint d'affirmer, lors d'une réunion publique organisée par le CRIF : « Les critiques de la politique d'Israël se sont transformées en un » antisionisme » dissimulant presque systématiquement de l'antisémitisme ».

Gilles Clavreul était l'invité deux jours après, jeudi 23 juin, à s'exprimer sur Radio J. [1] Interviewé par le journaliste Michel Zerbib, le préfet DILCRA a expliqué que la réunion avait précisément pour objet l'adoption d'une définition « claire » (!) de l'antisémitisme :

« Cette définition de travail à laquelle la France a pleinement souscrit est très intéressante parce qu'elle pose justement cette question là dans des termes qui sont très clairs : il y est dit que si la critique d'Israël – comme n'importe quel autre Etat, et je dirais même comme n'importe quel autre Etat démocratique – est parfaitement légitime et permise, en revanche, lorsque cette critique se fait démesurée, lorsqu'elle repose sur des arguments fallacieux, sur des réalités totalement falsifiées et transfigurées, alors, on n'est plus dans le cadre de la critique normale, et on est dans quelque chose qui, oui, peut relever de l'antisémitisme ».

Et de poursuivre :

« C'est très important que cela soit dit. Je représentais la France à cette réunion et j'ai fortement poussé, avec d'autres pays, parce qu'on n'est pas seuls du tout dans ce souhait-là – notamment avec la présidence allemande – pour que cette définition soit adoptée au niveau des membres de l'OSCE. C'est très important parce que ce sera un appui très fort pour le débat interne, justement, sur cette question de la critique démesurée et systématique d'Israël ... qui ne porte pas sur les actions du gouvernement israélien... ça, effectivement, on peut critiquer... mais sur son existence même »

Ainsi et de manière très officielle, la France souhaite donc que la critique « anormale » et « démesurée » de la politique israélienne soit considérée au niveau international comme de l'antisémitisme, afin d'appuyer « très fort » sur le débat interne. Jusqu'à en faire un délit réprimé par le code pénal ? Et toujours, sans que soit apporté le moindre critère objectif permettant d'apprécier le caractère « anormal » et « démesuré » de cette critique... arretsurlinfo.ch le 3 juillet 2016

### **Causerie du 20 janvier 2017**

- Primaire de la gauche : Finkelkraut en pince pour Valls - LePoint.fr

### **Le 4 février 2018**

Alain Finkelkraut, dimanche 4 février sur Radio Communauté Juive (RCJ), dénonçant dans l'antisémitisme d'aujourd'hui, « un sous-produit de l'immigration » et de la « société multiculturelle » (blogs.mediapart.fr/guillaume-weill-raynal)

### **La Voix de l'Opposition de Gauche - Le bloc-notes du 7 mars 2018**

Il fait partie du Comité Laïcité République

Qui y trouve-t-on ? Une brochette d'ordures.

- Inna Shevchenko, l'égérie des Femmes financées par Soros notamment.
- Alain Finkelkraut
- Elisabeth Badinter

- A. Lacroix
- Anne Hidalgo
- Caroline Fourest
- Patrick Kessel (président du Comité Laïcité République)

### **Causerie du 31 mars 2018**

- Des intellectuels français notamment communautaristes inventent le totalitarisme islamique - Mondialisation.ca, 29 mars 2018

L'objet de cette réflexion prend appui sur une tribune publiée par 100 intellectuels français qui dénoncent le 20 mars 2018, les dangers du totalitarisme islamique. En effet comme lu sur le Huffingtonpost.fr, Finkelkraut, Kouchner, Ferry et 97 autres personnalités lancent un appel contre «le nouveau totalitarisme islamiste» dans une tribune intitulée: «Non au séparatisme islamiste», publiée ce mardi 20 mars par Le Figaro.

«Après avoir vaincu le fascisme, le nazisme et le stalinisme, le monde fait face à une nouvelle menace globale de type totalitaire : l'islamisme...»

---

## **TROISIEME PARTIE**

### **ACTUALITÉ DU JOUR**

#### **Amnesty international une officine au service du fascisme, non, pas possible, qui l'aurait crû !**

- Venezuela : Amnesty dénonce une "répression brutale" - euronews 20.02
- Venezuela: Amnesty dénonce "l'impunité totale" des forces fidèles à Maduro - Reuters 20.02

Les services de sécurité vénézuéliens ont procédé à des exécutions sommaires et à plusieurs centaines d'arrestations arbitraires parmi les manifestants hostiles au président Nicolas Maduro, selon Amnesty International. Reuters 20.02

#### **Un Traité entre marchands d'armes et de morts.**

- Une clause secrète au Traité d'Aix-la-Chapelle - Réseau Voltaire 19 février 2019

Selon le Spiegel, l'Allemagne et la France ont conclu une clause secrète en marge du Traité d'Aix-la-Chapelle [1]. Elle prévoit de ne pas s'opposer aux ventes d'armes produites en commun, sauf pour des motifs de sécurité nationale.

Depuis la chute du nazisme, l'Allemagne a conservé son idéal pacifiste et s'interdit de manière très restrictive d'exporter des armes vers des États qui pourraient en faire un mauvais usage. Cependant, a indiqué la chancelière Merkel à la Conférence sur la Sécurité de Munich 2019, ces restrictions sont trop étroites. Elles ne permettent que très peu d'exportations et par conséquent empêchent la rentabilité de la production d'armes.

Par cette clause secrète, la France pourra par exemple poursuivre ses exportations vers l'Arabie saoudite, ce que le Bundestag interdit. Les profits en seront répartis entre les deux États. Réseau Voltaire 19 février 2019

[1] "Deutsch-französisches Geheimpapier regelt Waffenexporte neu", Der Spiegel, 15. Februar 2019.

## **INFOS EN BREF**

### **POLITIQUE**

#### **Venezuela**

- Venezuela: les militaires jurent fidélité à Maduro et bloqueront l'aide - AFP 20 février 2019

L'armée du Venezuela s'est dite mardi "en alerte" face à toute violation du territoire pour l'acheminement de l'aide humanitaire stockée aux portes du pays, et a annoncé la fermeture de la frontière maritime avec l'île néerlandaise de Curaçao.

Assurant une nouvelle fois de leur "loyauté sans faille" envers le président Nicolas Maduro, les militaires vénézuéliens ont rejeté les appels à désavouer le dirigeant socialiste lancés par le président américain Donald Trump et l'opposant Juan Guaido.

Le ministre de la Défense, Vladimir Padrino, entouré du haut-commandement militaire, a assuré que l'armée ne céderait pas au "chantage". Il a qualifié de "tissu de mensonges" la présentation par Donald Trump et Juan Guaido de "cette prétendue aide humanitaire" comme un sujet de confrontation entre civils et militaires vénézuéliens.

"L'armée restera déployée et en alerte le long des frontières, comme l'a ordonné notre commandant en chef (Nicolas Maduro) pour empêcher toute violation de l'intégrité du territoire", a averti le ministre. AFP 20 février 2019

#### **Avec plus de 4 800 sites militaires, 95 % des bases militaires étrangères dans 164 pays, est-il outrancier de parler d'un Empire militaro-financier-totalitaire ?**

LVGO - Totalitaire, despotique, tyrannique, appelez le régime américain comme vous voudrez, totalitaire parce que ces bases militaires à l'étranger sont imposées, et gare à ceux qui s'aviseraient de s'y opposer à leur installation, ils seraient broyés, bombardés, occupés, éliminés.

Comment appelle-t-on un tel chantage, une telle menace ? A un moment donné il faut appeler les choses par leurs noms, car à force de s'y refuser, on finit par avoir une vision du monde et de la situation totalement déformée, ce qui amène à adopter des positions politiques erronées ou pire en encore.

#### **Des bases, des bases, partout... Sauf dans le rapport du Pentagone - (Les Crises.fr) Consortium News, 16-01-2019**

Ces installations existent quelque part entre ombre et lumière, écrit Nick Turse. Bien qu'elles soient reconnues comme avant-postes militaires étrangers, elles sont exclues de l'inventaire officiel.

Quelques heures après l'annonce par le président Trump d'un retrait des forces américaines de Syrie, l'équipement de cette base faisait déjà l'objet d'un inventaire en vue de son retrait. Et d'un seul coup, la garnison américaine la plus importante en Syrie a été (peut-être) rayée des registres du Pentagone – sauf que, comme par hasard, al-Tanf n'a jamais figuré en réalité sur les registres du Pentagone. Ouverte en 2015 et qui, jusqu'à récemment, abritait des centaines de soldats américains, elle était l'une des nombreuses bases militaires qui existent quelque part entre l'ombre et la lumière, un avant-poste étranger connu qui, d'une certaine façon, n'a jamais vraiment été intégré à l'inventaire officiel des bases du Pentagone.

Officiellement, le ministère de la Défense maintient 4 775 « sites », répartis dans les 50 États, les huit territoires américains et les 45 pays étrangers. Au total, 514 de ces avant-postes sont situés à l'étranger, d'après le portefeuille immobilier mondial du Pentagone. Pour commencer par une longue liste, il y a des bases sur l'île de Diego Garcia dans l'océan Indien, à Djibouti dans la Corne de l'Afrique, ainsi qu'au Pérou et au Portugal, aux Émirats Arabes Unis et au Royaume-Uni. Mais la version la plus récente de ce

portefeuille, publiée au début de 2018 et connue sous le nom de Base Structure Report (BSR), ne fait aucune mention d'al-Tanf. Ou, d'ailleurs, de toute autre base en Syrie. Ou en Irak. Ou en Afghanistan. Ou au Niger. Ou en Tunisie. Ou au Cameroun. Ou en Somalie. Ou un certain nombre de lieux où de tels avant-postes militaires sont connus pour exister et même, contrairement à la Syrie, pour s'étendre.

Selon David Vine, auteur de « Base Nation : How U.S. Military Bases Abroad Harm America and the World », [« La Nation des bases : Comment les bases militaires américaines à l'étranger nuisent à l'Amérique et au monde », NdT] il pourrait y avoir des centaines de bases militaires américaines à l'étranger dans le monde. « Les sites manquants reflètent le manque de transparence du système à propos de ce que j'estime encore à environ 800 bases américaines en dehors des 50 États et de Washington, D.C., qui encerclent le monde depuis la Seconde Guerre mondiale », explique M. Vine, qui est également membre fondateur de la Overseas Base Realignment and Closure Coalition, un groupe récemment créé par des analystes militaires de tout le spectre idéologique qui préconisent une « empreinte » mondiale des militaires américains.

Vue aérienne du Pentagone. (Archives nationales des États-Unis)

Il y a une raison pour laquelle de telles bases officieuses ne sont pas publiées dans les livres. Le Pentagone ne veut pas en parler. « J'ai parlé à l'attaché de presse qui est responsable du Rapport sur la structuration des bases [Base Structure Report, BSR, NdT] et elle n'a rien à ajouter et personne n'est disponible pour en discuter plus avant en ce moment », a déclaré à TomDispatch la porte-parole du Pentagone, le lieutenant-colonel Michelle Baldanza, lorsqu'on lui a posé des questions sur les nombreuses bases mystères du ministère de la Défense.

« Les bases non documentées sont à l'abri de la surveillance du public et souvent même du Congrès », explique M. Vine. « Les bases sont une manifestation physique de la politique étrangère et militaire des États-Unis, de sorte que les bases officieuses signifient que l'armée et l'exécutif décident d'une telle politique sans débat public, dépensant souvent des centaines de millions ou des milliards de dollars et impliquant potentiellement les États-Unis dans des guerres et des conflits dont la plupart des citoyens ne savent rien. »

Où se trouvent-elles ?

La Overseas Base Realignment and Closure Coalition [Coalition pour le réalignement et la fermeture des bases à l'étranger ,NdT] note que les États-Unis possèdent jusqu'à 95 % des bases militaires étrangères dans le monde, alors que des pays comme la France, la Russie et le Royaume-Uni ont peut-être 10 à 20 avant-postes étrangers chacun. La Chine n'en a qu'un seul.

Le ministère de la Défense se vante même de compter 164 pays parmi ses « implantations ». En d'autres termes, il a une présence militaire, quelque soit sa nature, dans environ 84 % des pays de la planète – ou du moins le DoD [Department of Defense, ministère de la Défense, NdT] l'a brièvement affirmé. Après que TomDispatch s'était renseigné sur le numéro d'une nouvelle page Web destinée à raconter l'« histoire » du Pentagone au grand public, elle a rapidement changé. « Nous apprécions votre diligence pour aller au fond des choses », a déclaré le lieutenant-colonel Baldanza. « Grâce à vos observations, nous avons mis à jour le site defense.gov pour dire "plus de 160" ».

Les changements progressifs apportés à la page Web « Our Story » du ministère de la Défense à la suite des questions posées par TomDispatch.

Ce que le Pentagone ne dit toujours pas, c'est comment il définit un « lieu ». Le nombre 164 correspond à peu près aux statistiques actuelles du ministère de la Défense sur les effectifs, qui montrent des déploiements de personnel de tailles variables dans 166 localités « d'outre-mer » – y compris certains pays avec un nombre symbolique de militaires américains et d'autres, comme l'Irak et la Syrie, où l'effectif de la force était manifestement beaucoup plus important, même si elle ne faisait l'objet d'aucune liste au moment de l'évaluation. (Le Pentagone a récemment affirmé qu'il y avait 5 200 soldats en Irak et au moins 2 000 soldats en Syrie, bien que ce nombre devrait maintenant diminuer considérablement). Le décompte « outre-mer » du ministère de la Défense énumère également les troupes qui se trouvent dans des territoires américains comme les Samoa américaines, Porto Rico, les îles Vierges américaines et l'île de Wake. Selon le Pentagone, des dizaines de soldats sont également déployés dans le pays d'« Akrotiri » (qui est en fait un village sur l'île de Santorin en Grèce) et des milliers d'autres sont basés dans des endroits « inconnus ».

Dans le dernier rapport, le nombre de ces troupes « inconnues » dépasse 44 000.

Les statistiques officielles du ministère de la Défense montrent que les forces américaines sont déployées dans la nation d'« Akrotiri ».

Selon la Overseas Bases Realignment and Closure Coalition, le coût annuel du déploiement du personnel militaire américain à l'étranger, ainsi que de l'entretien et du fonctionnement de ces bases étrangères, est estimé à 150 milliards de dollars par an. Le prix à payer pour les avant-postes représente à lui seul environ un tiers de ce total. « Les bases américaines à l'étranger coûtent plus de 50 milliards de dollars par an à construire et à entretenir, un montant qui pourrait servir à répondre aux besoins urgents dans les domaines de l'éducation, des soins de santé, du logement et de l'infrastructure », souligne Mme Vine.

Vous ne serez peut-être pas surpris d'apprendre que le Pentagone est aussi un peu confus quant à l'endroit où ses troupes sont stationnées. Le nouveau site Web du ministère de la Défense, par exemple, offrait un décompte de « plus de 4 800 sites de défense » dans le monde. Après que TomDispatch s'était renseigné sur ce total et sur la façon dont il se rapportait au décompte officiel de 4 775 sites figurant dans le BSR, le site Web a été modifié pour devenir « environ 4 800 sites de défense ».

« Merci d'avoir signalé l'écart. Pendant la transition vers le nouveau site, nous travaillons à la mise à jour de l'information », a écrit le lieutenant-colonel Baldanza. « Veuillez vous référer au Rapport sur la structuration des bases qui contient les derniers chiffres ».

Au sens le plus littéral du terme, le Rapport sur la structuration des bases contient effectivement les chiffres les plus récents, mais leur exactitude est une autre question. « Le nombre de bases figurant dans le BSR est depuis longtemps peu en rapport avec le nombre réel de bases américaines à l'extérieur des États-Unis », explique M. Vine. « Beaucoup, beaucoup de bases bien connues et secrètes ont longtemps été exclues de la liste ».

Tout d'abord, la constellation d'avant-postes que les États-Unis ont construite dans toute l'Afrique en est un excellent exemple. L'inventaire officiel du BSR n'y recense qu'une poignée de sites – sur l'île de l'Ascension ainsi qu'à Djibouti, en Égypte et au Kenya. En réalité, cependant, il y a beaucoup plus d'avant-postes dans beaucoup plus de pays africains.

Soldats américains au cours d'un exercice d'intervention d'urgence, Camp Lemmonier, Djibouti. (Photo de l'U.S. Air Force prise par le pilote gradé Peter Thompson)

Une enquête récente de l'Intercept, basée sur des documents obtenus du U.S. Africa Command par le biais de la Freedom of Information Act, a révélé un réseau de 34 bases fortement regroupées dans le nord et l'ouest de ce continent ainsi que dans la Corne de l'Afrique. La « posture stratégique » de l'Africom consiste en des avant-postes « durables » de plus grandes tailles, dont deux sites d'opérations avancés [Forward Operating Sites, FOS, NdT], 12 sites de sécurité coopérative [Cooperative Security Locations, CSL, NdT] et 20 sites plus rudimentaires connus sous le terme de sites de secours [Contingency Locations, CL, NdT].

L'inventaire officiel du Pentagone comprend les deux FOS : l'île de l'Ascension et le joyau de la couronne des bases africaines de Washington, le Camp Lemmonier à Djibouti, qui est passé de 88 acres au début des années 2000 à presque 600 acres aujourd'hui. Le Rapport sur la structuration des bases n'a toutefois pas mentionné le CSL de ce même pays, l'aérodrome de Chabelley, un avant-poste de moindre envergure situé à une dizaine de kilomètres de là qui a servi de plateforme de drones pour les opérations en Afrique et au Moyen-Orient.

Le comptage officiel du Pentagone mentionne également un site qui porte le nom confus de « NSA Bahreïn-Kenya ». L'Africom l'avait précédemment décrit comme un ensemble d'entrepôts construits dans les années 1980 à l'aéroport et au port maritime de Mombasa, au Kenya, mais il figure maintenant sur la liste de 2018 de ce commandement comme un CSL. Il manque cependant une autre base kényane, le camp Simba, mentionnée dans une étude interne du Pentagone de 2013 sur les opérations de drones secrets en Somalie et au Yémen. Au moins deux avions de surveillance pilotés y étaient basés à l'époque. Simba, une installation dirigée depuis longtemps par la Marine, est actuellement exploitée par le 475<sup>e</sup> Escadron de la base aérienne expéditionnaire de la Force aérienne, qui fait partie de la 435<sup>e</sup> Escadre expéditionnaire aérienne.

Le personnel de cette même escadre aérienne se trouve à un autre avant-poste qui n'apparaît pas dans le Rapport sur la structuration des bases, et qui se trouve de l'autre côté de l'Afrique. Le BSR indique qu'il n'énumère pas d'informations spécifiques sur les « sites non américains » d'une superficie d'au moins 10 acres ou d'une valeur d'au moins 10 millions de dollars. Cependant, la base en question – la base aérienne 201 à Agadez, au Niger – a déjà un coût de construction de 100 millions de dollars, une somme qui sera bientôt éclipsée par le coût d'exploitation de l'installation : environ 30 millions par an. D'ici 2024, lorsque l'accord actuel pour l'utilisation de la base pendant 10 ans prendra fin, ses coûts de construction et d'exploitation auront atteint environ 280 millions de dollars.

Il manque également des avant-postes au Cameroun voisin, dont une ancienne base à Douala, un aéroport de drones dans la ville reculée de Garoua, et une installation connue sous le nom de Salak. Ce site, selon une enquête menée en 2017 par l'Intercept, la société de recherche Forensic Architecture, et Amnesty International, a été utilisé par du personnel américain et des entrepreneurs privés pour des missions de surveillance et de formation de drones et par les forces alliées camerounaises à des fins d'emprisonnement illégal et de torture.

Selon M. Vine, le fait de garder secrètes les bases africaines des États-Unis est avantageux pour Washington. Ceci protège les alliés de ce continent d'une éventuelle opposition intérieure à la présence de troupes américaines, souligne-t-il, tout en contribuant à faire en sorte qu'il n'y ait pas de débat intérieur aux États-Unis sur ces dépenses et les engagements militaires en jeu. « Il est important que les citoyens américains sachent où se trouvent leurs troupes en Afrique et ailleurs dans le monde », a-t-il dit à TomDispatch, « parce que cette présence de troupes coûte des milliards de dollars aux États-Unis chaque année dans des guerres qui les impliquent, ou pourraient les impliquer, et des conflits qui pourraient partir en vrille ».

Ces bases omises

L'Afrique n'est pas le seul endroit où la liste officielle du Pentagone ne correspond pas bien à la réalité. Pendant près de deux décennies, le Rapport sur la structuration des bases a ignoré les bases de toutes sortes dans les zones de guerre actives de l'Amérique. Au plus fort de l'occupation américaine de l'Irak, par exemple, les États-Unis y avaient 505 bases, allant de petits avant-postes à des installations de grandes tailles. Aucune ne figurait sur les listes officielles du Pentagone.

En Afghanistan, les chiffres étaient encore plus élevés. Comme TomDispatch l'a signalé en 2012, la Force internationale d'assistance à la sécurité dirigée par les États-Unis avait environ 550 bases dans ce pays. Si vous aviez ajouté les points de contrôle de la FIAS – de petites bases de base utilisées pour sécuriser les routes et les villages – au nombre des méga-bases, des bases d'opérations avancées, des avant-postes de combat et des bases de patrouille, ce nombre aurait atteint le chiffre incroyable de 750. Et en comptant tous les types d'installations militaires étrangères – y compris les installations logistiques, administratives et de soutien – le Commandement interarmées de la FIAS a augmenté le nombre officiel de sites de la FIAS à 1 500. Cependant, la part importante de l'Amérique était aussi mystérieusement absente du décompte officiel du ministère de la Défense.

Le général Martin E. Dempsey, président de l'état-major interarmées des chefs d'état-major de l'armée américaine, se fait briefer par les forces spéciales américaines et afghanes au sommet du mont Moorehead, Afghanistan, le 23 avril 2012. (Photo DoD par D. Myles Cullen)

Il y a maintenant beaucoup moins d'installations de ce genre en Afghanistan – et leur nombre pourrait encore diminuer dans les mois à venir, à mesure que les effectifs militaires diminueront. Mais l'existence du Camp Morehead, de la Base d'opérations avancée Fenty, de l'aéroport Tarin Kowt, du Camp Dahlke West et de l'aéroport de Bost, ainsi que du Camp Shorab, une petite installation occupant ce qui était autrefois le site des bases jumelles beaucoup plus grandes connues sous les noms de Camp Leatherneck et Camp Bastion, est indiscutable. Pourtant, aucun d'entre eux n'est jamais apparu dans le Rapport sur la structuration des bases.

De même, bien qu'il n'y ait plus les 500 – plus de bases américaines en Irak, ces dernières années, lorsque les troupes américaines sont retournées dans ce pays, certaines garnisons ont été soit reconstituées, soit construites de toutes pièces. Il s'agit notamment du complexe du champ de tir de Besmaya, de la base de Sakheem, de la base de Firebase Um Jorais et de la base aérienne d'Al Asad, ainsi que de l'aéroport de

Qayyarah Ouest – une base située à 65 km au sud de Mossoul et mieux connue sous le nom de « Q-West ». Encore une fois, vous ne trouverez aucune d'entre elles dans le recensement officiel du Pentagone.

De nos jours, il est même difficile d'obtenir des effectifs précis pour le personnel militaire dans les zones de guerre américaines, sans parler du nombre de bases dans chacune d'elles. Comme l'explique Vine, « l'armée garde les chiffres secrets dans une certaine mesure pour cacher la présence de la base à ses adversaires. Parce qu'il n'est probablement pas difficile de repérer ces bases dans des endroits comme la Syrie et l'Irak, cependant, le but du secret est surtout d'empêcher le débat national sur l'argent, le danger et la mort en cause, et d'éviter des tensions diplomatiques et des enquêtes internationales ».

Si l'objectif du Pentagone est d'étouffer le débat national par le contrôle de l'information, il fait du bon travail depuis des années en détournant les questions sur sa posture mondiale, ou ce que le regretté contributeur régulier au TomDispatch, Chalmers Johnson, a appelé l'« empire des bases » américain.

À la mi-octobre, TomDispatch a demandé à Heather Babb, une autre porte-parole du Pentagone, des détails sur les avant-postes en Afghanistan, en Irak et en Syrie qui étaient absents du Rapport sur la structuration des bases, ainsi que sur celles qui ont été omises en Afrique. Parmi les autres questions posées à Babb : Le Pentagone pourrait-il offrir un simple dénombrement – sinon une liste – de tous ses avant-postes ? Avait-il le nombre véritable d'installations à l'étranger, même si celui-ci n'avait pas été divulgué au public – c'est-à-dire, une liste qui a réellement fait ce que le Rapport sur la structuration des bases prétend seulement faire ? Octobre et novembre sont passés sans réponse.

En décembre, en réponse à des demandes d'informations complémentaires, Babb a répondu d'une manière résolument conforme à la politique bien huilée du Pentagone de tenir les contribuables américains dans l'ignorance des bases pour lesquelles ils paient – quelle que soit la difficulté théorique à nier l'existence des postes avancés qui vont de Agadez au Niger à Mossoul en Irak. « Je n'ai rien à ajouter, a-t-elle expliqué, aux informations et aux critères qui figurent dans le rapport ».

La décision du président Trump de retirer les troupes américaines de Syrie signifie que le Rapport de 2019 sur la structuration des bases sera probablement le plus précis depuis des années. Pour la première fois depuis 2015, dans l'inventaire des avant-postes du Pentagone il ne manquera plus la garnison d'al-Tanf (ou bien encore, peut-être manquera-t-elle). Mais il reste encore potentiellement des centaines de bases absentes des registres qui ne figurent pas sur les listes officielles. Considérez que c'est un avant-poste dévoilé et qui sait combien il en reste encore.

Nick Turse est le rédacteur en chef de TomDispatch et l'un des collaborateurs de l'Intercept. Son dernier livre est « Next Time They'll Come to Count the Dead: War and Survival in South Sudan ». [« La prochaine fois qu'ils viendront compter les morts : guerre et survie au Sud Soudan », NdT] Son site Web est NickTurse.com.